2 Frs

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

SERIE NOUVELLE

JEAN PRADER

AU SECOURS DE L'ESPAGNE SOCIALISTE

Pour ou contre la politique de « non intervention »

N° 3

J'ai fait part à Marceau Pivert de mon désir d'éditer à *Spartacus* la brochure de Jean Pradier, dont je partage la plupart des points de vue. Lui ayant exprimé ma volonté d'éviter tout malentendu avec mes camarades de la Gauche Révolutionnaire et de prévenir toute interprétation malveillante de la part des fossoyeurs de cette tendance, j'ai reçu de lui la lettre suivante :

Mon cher ami,

Je ne puis que t'encourager à faire connaître l'intéressante brochure de Prader. Tous nos militants ont intérêt à la méditer. Sans doute les critiques que Prader adresse à notre position ne sont-elles pas toujours fondées sur une connaissance exacte de celle-ci. Mais dans la fièvre où nous vivons, dans la hâte où nous sommes jetés chaque jour, ce défaut doit s'excuser ainsi que les appréciations parfois superflues qui sont l'expression d'une opinion passionnée.

Néanmoins, pour permettre aux lecteurs de la brochure de Prader de se faire une opinion en toute objectivité, je te conseille de faire suivre de la thèse qui résume (depuis le premier jour) ma position et celle de mes amis.

On verra qu'elle est conforme à notre plate-forme fondamentale. G. R. « En aucun cas le prolétariat ne saurait s'associer à une guerre menée par ses exploiteurs. » *C'est là au fond la plus grave divergence, et la plus irrémédiable entre Prader et nous.*

Fraternellement.

Marceau PIVERT.

Dans une prochaine brochure, nous publierons la thèse dont Marceau Pivert parle dans sa lettre, car nous avons cru indispensable de soumettre d'urgence à nos lecteurs un appel du P.O.U.M. auquel nous nous associons de toutes nos forces. Nous appelons tous les révolutionnaires conscients à soutenir les constructeurs du socialisme espagnol et à démasquer les traîtres.

René LEFEUVRE.

Alerte ! Les Staliniens préparent des assassinats en Espagne

Le P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) est le produit de la fusion du Bloc Ouvrier et Paysan et de la Gauche Communiste. Depuis sa fondation, il s'est caractérisé par sa ligne politique révolutionnaire intransigeante, par ses consignes claires. Il fait partie, avec l'Independant Labour Party et d'autres partis indépendants de la II[e] et de la III[e] Internationale, du bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire, qui a son siège actuellement à Londres.

Le 19 juillet, le P.O.U.M. se trouvait dans l'ensemble de la Catalogne, à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire contre le fascisme. Ce furent les hommes du P.O.U.M. et ceux de la C.N.T. qui sauvèrent la situation de la Catalogne, décidant par là de la situation de l'Espagne antifasciste. Contre ce Parti, qui a perdu dans les combats ses meilleurs militants — Maurin, fondateur et secrétaire général du P.O.U.M ; Germinal Vidal, secrétaire général de la Jeunesse Communiste Ibérique, des centaines d'autres encore — qui a près de huit mille hommes sur les fronts de bataille, qui lutte révolutionnairement à l'arrière, on a déchaîné nationalement et internationalement toute une campagne de diffamation et de calomnie. L'Internationale Communiste dirige cette campagne avec

Au secours de l'Espagne socialiste !

Pour ou contre la politique de "non-intervention„ ?

suivi d'une

Discussion du problème de la guerre

par

Jean PRADER

Membre de la 13[e] Section de la Fédération de la Seine du Parti socialiste S.F.I.O.

et du 'Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes'

Prix

2 fr.

CETTE BROCHURE EST VENDUE AU PROFIT DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

LISEZ

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

hebdomadaire publié à Barcelone

par le P. O. U. M.

Parti ouvrier d'unification marxiste

Le numéro 0.50

ABONNEZ-VOUS

12 Numéros 5 frs.

Pour les commandes au N° s'adresser 17, rue de Sambre- et-Meuse, Paris 10e. Chèque postal Librairie du Travail Paris N° 43-08.

Pour les abonnements s'adresser à **Colette Audry,** 7, Square Port-Royal, Paris 13e. Chèque postal Paris N° 1360-10.

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

Cette brochure, destinée à discuter et à combattre la position prise envers la guerre civile espagnole par le gouvernement français dirigé par un socialiste, a été écrite par un socialiste. Voilà le fait.

J'ai essayé de faire entendre par les voies régulières de mon Parti la protestation de ce qui me paraissait être plus que la voix de ma conscience ; la voix du socialisme même. Mais je ne suis qu'un militant de la base. On ne m'a pas entendu. On ne m'a même pas écouté. J'ai réussi à faire voter des motions par ma section. On les a jetées au panier. J'ai essayé de remuer les tendances organisées du Parti ; efforts vains. Partout, le gouvernement est tabou. Même à la « Gauche Révolutionnaire », où le dévouement pour l'Espagne est le plus grand, la consigne est de demander des armes aux quatres coins du monde, sauf au gouvernement que nous avons fait. Dominant tout, la personne de Léon Blum est venue fausser le débat. Depuis le discours de Luna-Park, la question n'est plus : pour ou contre le soutien de l'Espagne socialiste, mais pour ou contre Léon Blum.

Or, les heures passaient, toujours plus tragiques, toujours plus graves. La plus sinistre, la plus répugnante comédie qui se soit jamais vue, la farce odieuse de la non-intervention à sens unique, étranglait chaque heure davantage nos frères d'Espagne. A l'heure où paraîtront ces lignes, Madrid sera peut-être tombée. Et une passivité redoutable, une coalition de toutes les erreurs et de toutes les lâchetés, étouffait le cri vengeur du socialisme, tout prêt à sortir. Alors je n'ai plus pu y tenir. Discipline ou non, il fallait réagir. Il fallait secouer, secouer rudement le Parti qui se déshonorait. Il fallait proclamer ce qui est. J'ai pris la plume, et sans penser davantage à ce qu'on en dira dans le Parti, m'abandonnant volontairement à mon instinct meurtri et à ma conviction socialiste bafouée, j'ai écrit, sans précaution de style, sans égard pour les personnes, les pages qu'on va lire. Maintenant que c'est fait, je trouve que je n'ai eu qu'un seul tort : l'avoir fait si tard.

Il y a, dans le mouvement ouvrier, bien des militants pour qui le silence est le dernier mot de la vertu prolétarienne. Ils ne conçoivent la force du Parti que sur le type militaire ; élaboration du sommet, exécution à la base, adoration des chefs, discipline unilatérale. Ils n'ont jamais réfléchi que c'était l'essence même de toutes les idéologies bourgeoises que de ne concevoir de force que sur le type « vertical », et que c'était l'ambition même du socialisme que de réaliser sa force

sur le type « horizontal », c'est-à-dire comme un concours d'initiatives et de libre examen de tous. Aussi les voit-on inconsciemment pratiquer entre eux tout ce qu'ils critiquent dans l'organisation bourgeoise du pouvoir. Ils ont leur « raison d'État »: la discipline du Parti. Ils ont leur « union sacrée »: l'effacement des critiques. Ils ont leur « crétinisme parlementaire »: le fétichisme du Parti. Ils ont leur « religion »: l'adoration des chefs du Parti.

Je n'en suis pas. Je n'en serai jamais. Je sais qu'un parti a besoin de discipline; celle qui est librement établie par ses membres. Je sais qu'il faut parfois s'incliner: quand tous ses membres ne sont pas d'accord. Encore faut-il que ces membres soient consultés, et, plus que consultés, informés. Encore faut-il que ne pèse pas sur leur décision le prestige d'un chef ou la peur de la vérité. Celle-ci doit leur être plus chère, en toute circonstance, que leur propre parti. C'est pourquoi je sais aussi que le socialisme ne saurait être suiviste que dans les chaînes et qu'un socialiste ne saurait être muet que dans la tombe. Et que, s'il est déjà grave que le socialisme laisse écraser une révolution sans bouger, il serait encore plus grave, et définitivement mortel pour l'humanité, que les socialistes se bouchent les yeux pour ne pas le voir et, qu'ayant vu, ils se ferment la bouche pour ne pas le crier.

Un dernier mot. Le Parti Communiste s'est emparé du mot d'ordre de l'armement de l'Espagne pour des fins qui ne sont pas socialistes. Je ne partage aucune de ses vues. Je me réjouis de sa campagne dans la mesure où elle dresse les masses pour une idée juste en elle-même. Mais je sais que Thorez place des manœuvres derrière cette idée. Je partage l'idée, je participe même de grand cœur à l'action engagée par le P.C. contre le blocus, mais je désavoue nettement les manœuvres. Je fais plus, je les dénonce et les combat. Plusieurs pages de cette brochure y sont consacrées. Qu'on ne m'accuse donc pas d'être de connivence avec le stalinisme. C'est au contraire dans la mesure où, plus vivement peut-être que bien des révolutionnaires, je me rends compte de la nocivité du stalinisme, que je redouble d'ardeur, puisque j'ai conscience qu'il faut non seulement défendre un mot d'ordre juste, mais encore l'enlever à ceux qui ne peuvent que le compromettre; et essayer de le replacer entre les seules mains qui auraient dû le manier: celles de mon Parti, auquel je reste attaché.

Cette brochure a pu être éditée grâce à l'appui du « Comité pour la Révolution Espagnole » qui, en étroite liaison avec le P.O.U.M. de Barcelone (« Parti Ouvrier d'Unification Marxiste ») s'efforce de faire connaître en France les combats du prolétariat ibérique. J'engage vivement tous les camarades désireux de comprendre la lutte espagnole de s'abonner au bulletin de la « Révolution Espagnole » et d'appuyer son action.

Jean PRADER,
Membre de la 13e section
de la Fédération de la Seine
du Parti socialiste S.F.I.O.

DEBLAYONS LE TERRAIN

Commençons par éliminer un certain nombre d'arguments secondaires qui viennent embrouiller le problème.

« *Non-intervention* » *ou intervention?*

Et d'abord, commençons par fixer le vocabulaire. Qu'est-ce qu'« intervenir », d'après le droit international actuel, c'est-à-dire le droit bourgeois, dans les affaires intérieures d'un autre gouvernement? Il devra être bien entendu que, pour examiner ce problème, nous allons raisonner en respectant les lois, coutumes et préjugés du monde contemporain, et non en véritables socialistes révolutionnaires. En tant que socialistes, nous déclarons tout de suite ceci: lorsqu'il y a lutte de classe armée dans une région quelconque du monde et surtout lorsque cette lutte ouvre de grands espoirs de succès pour la révolution socialiste, nous ne devons pas nous embarrasser du problème de l'intervention ou de la non-intervention, nous devons tout simplement aider, et par tous nos moyens, nos frères qui tombent pour la cause.

Mais ne raisonnons pas en révolutionnaires, ne raisonnons pas en socialistes, puisqu'aussi bien on nous répète dix fois par jour que la tâche du gouvernement est *de résoudre la crise dans le cadre du régime capitaliste*. Que devait donc faire ce gouvernement respectueux à l'extrême de la légalité bourgeoise (se rapporter aux discours de notre camarade Salengro sur les occupations d'usines, le droit de propriété et l'ordre... du code Napoléon) vis-à-vis du problème espagnol? A quoi l'obligeait l'ordre international en vigueur?

En tant que gouvernement bourgeois teinté de « pacifisme », il devait ne rien faire qui puisse blesser une autorité étatique

étrangère, ne porter outrage à la dignité d'aucun gouvernement étranger. Dans ce but, le gouvernement français devait ne pas cesser le commerce ordinaire des armes avec l'Espagne, il devait répondre à toutes les nouvelles commandes de munitions, sans « intervenir » dans les raisons qui les motivaient, et surtout il ne devait pas suspendre l'exécution de contrats antérieurement conclus.

Au lieu de tout cela, notre gouvernement organise... un blocus!

Seule l'hypocrisie congénitale de la réaction peut couvrir un aussi *profond bouleversement des rapports franco-espagnols* du terme de « non-intervention ». Cesser, le jour d'une rébellion d'officiers, un commerce que nous pratiquions couramment avant cette rébellion, — au point que nous avions, par traité commercial, le monopole des fournitures d'armes à l'Espagne, — c'est déjà prendre parti, c'est prendre parti, sinon en faveur des rebelles, du moins contre les gouvernementaux. Donc, le gouvernement Blum *est intervenu.* Il intervient même à tel point que le gouvernement espagnol aurait pu se trouver justifié de rompre ses relations diplomatiques avec lui.

Insistons, puisque ces idées élémentaires sont si unanimement méconnues. Que diriez-vous d'un commerçant qui refuserait de vous vendre, à quelque prix que ce soit, aucun de ses articles? Vous vous étonneriez, à juste titre, que la loi du commerce soit bafouée et vous concluriez à l'animosité dudit commerçant contre vous. Aussi sortiriez-vous de la boutique en claquant les portes.

Refuser un bénéfice commercial, dans le cadre du régime capitaliste, né du profit, vivant et tirant tous ses droits du profit, refuser de *vendre* dans cette période de crise économique et de course avide aux débouchés, c'est prendre parti, c'est faire « la guerre », du moins un certain genre de guerre. Tant que l'Amérique livrait des munitions à la France et à l'Allemagne lors de la guerre 1914-1918, elle ne prit pas parti. A partir du moment où l'Amérique refusa de livrer des armes à l'Allemagne, elle prit parti contre l'Allemagne. Faudrait-il en conclure que ne pas prendre parti dans les affaires d'Espagne aurait consisté à livrer des armes à la fois aux Républicains et aux rebelles? Tout le monde sent bien l'inanité et le ridicule d'une telle extension, que d'aucuns ont voulu faire admettre,

et nous pensons qu'il est inutile d'insister pour démontrer que l'Amérique avait affaire à deux gouvernements réguliers, tous deux reconnus par elle et par toutes les puissances du monde, tandis que le gouvernement français était en présence de deux partis, l'un gouvernement régulier et républicain d'Espagne, l'autre fruit d'une trahison et d'une rébellion militaire contre la volonté légale du peuple.

Il est bien entendu que nous raisonnons toujours d'un point de vue « Front populaire », c'est-à-dire d'après la légalité bourgeoise, et non d'un point de vue socialiste, car en tant que socialistes nous admettons certaines rébellions, quand elles viennent du peuple.

Le gouvernement français a donc déserté à la fois le terrain de la légalité bourgeoise et le terrain du socialisme. Cela est d'autant plus navrant qu'en l'occurrence ne « pas intervenir », au sens strict de la légalité bourgeoise, c'était porter aide et secours à une révolution. Pour une fois, la légalité et notre intérêt coïncidaient. C'est le moment qu'on a choisi pour bafouer l'un et l'autre. Le digne couronnement de cette politique fut le raisonnement de jurisconsulte de Luna-Park. Qu'est-ce qui empêchera, nous a dit notre camarade Léon Blum, si je soutiens Madrid, qu'Hitler et Mussolini reconnaissent les rebelles en tant que gouvernement légitime? A l'époque où cet argument fut lancé, il revenait à peu près à se demander ce qui empêchait lesdits gouvernements étrangers de reconnaître le colonel de La Rocque en France comme gouvernement légal, et de traiter avec lui. Ainsi, le gouvernement de Madrid a bien raison: la politique dite de « non-intervention » est une monstruosité juridique comme une monstruosité socialiste. En tout cas, une condition préalable doit être observée: qu'elle se nomme par son nom, qu'on appelle un chat un chat, et un blocus « une intervention ».

Contre les faux bruits.

Second point. On colporte avec insistance dans le Parti socialiste le bruit qu'en réalité le gouvernement espagnol lui- même ne demande pas de secours (Delépine). C'est là un mensonge pur et simple, un mensonge de l'espèce la plus vulgaire: on dit blanc là où on sait pertinemment que c'est noir. Il est vrai qu'aux premiers jours de la rébellion fasciste le gouvernement

de Madrid n'avait aucune raison d'empêcher le cabinet ami de Paris de bénéficier de la tranquillité diplomatique que pouvait lui procurer la « non-intervention ». C'est que Madrid calculait alors avec les forces initiales en présence, qui étaient infiniment plus grandes sous son drapeau que sous le drapeau fasciste. Mais, dès que le ravitaillement formidable en armes allemandes et italiennes commença à déplacer le rapport des forces en faveur des officiers rebelles, Madrid, comme il était naturel, comme il était bon et juste, se retourna vers Paris pour demander qu'un ravitaillement égal lui fut assuré. Il y a à ce sujet des lettres très explicites des ambassadeurs Albornoz et Araquistain, ainsi que du gouvernement Caballero lui-même, dans le livre blanc de Del Vayo. D'ailleurs, le discours officiel prononcé par ce dernier à la tribune la plus retentissante et la plus responsable du monde, à savoir à la tribune de la S.D.N. — discours que le *Populaire* a eu la bassesse de ne pas publier — contient des appels au secours pressants, des demandes directes d'armes aux « gouvernements démocratiques ». Ce discours, à lui seul, suffirait pour montrer aux gens les plus obtus quel est le désir véritable de Madrid. Comment traiter, dès lors, des hommes qui, après ce discours, chuchotent d'un air averti: mais non, Madrid ne nous a rien demandé? Quand on sait, de plus, que ces hommes se disent socialistes, y a-t-il une épithète trop dure pour eux?

Les Espagnols ont-ils réellement besoin d'armes?

Troisième point. On prend l'air savant du stratège militaire et l'on déclare: les Espagnols n'ont pas besoin d'armes. Leurs défaites sont dues non pas à la pénurie d'armes, mais à leur incapacité militaire. Ici la mauvaise foi touche à la canaillerie. Admettons l'incapacité — plus exactement l'inexpérience militaire — (un partisan de la révolution espagnole peut l'admettre à titre de critique amicale, et la proclamer à titre d'avertissement pathétique; mais il faut avoir entendu certains « neutralistes » du Parti se servir de cet argument pour savoir avec quel mépris intérieur il est lancé!). En quoi cette incapacité justifie-t-elle le blocus? C'est comme si, devant un homme à la mer qui se débat, on disait: inutile de lui jeter des cordages ou des bouées, s'il se noie, c'est sa faute: il ne sait pas nager. Tout homme droit, au contraire, mettra d'autant plus d'ardeur à faire

parvenir à son semblable naufragé des instruments extérieurs de secours qu'il le verra plus inexpérimenté pour se sauver lui-même. Du reste, une armée moderne n'a jamais assez de matériel et, les mains qui les manient fussent-elles expertes, cent canons valent toujours mieux que dix.

Quant à l'affirmation même qu'il n'y a pas de pénurie d'armes en Espagne socialiste, elle constitue un nouveau et flagrant mensonge. D'abord, la quantité totale d'armes qui existait en Espagne est connue: elle a toujours été très faible. L'Espagne n'a jamais eu de tanks, sauf les pièces servant à l'instruction des officiers; elle n'a jamais eu plus de 100 avions de guerre; elle n'a jamais eu d'artillerie lourde à longue portée; les armes modernes automatiques à feu ultra-rapide étaient en nombre infime. De ce peu qui existait, les trois quarts ont été saisis par les militaires. D'autre part, il suffit de suivre la guerre civile sans parti-pris pour reconnaître, pour toucher du doigt, pour voir l'affreuse pénurie d'armes: Irun a non seulement résisté, mais même contre-attaqué et gagné durant toute la première phase de la bataille; puis, un jour, écroulement subit. Trahison? Absurde à supposer, du moins *avant* que l'espoir ne change de camp, puisque justement toutes les chances, au début, étaient pour Irun. Non. Simplement manque de munitions. La presse du monde entier a raconté les miliciens arrivant en France et montrant, les pleurs dans les yeux, leurs cartouchières vides, et les derniers résistants allant ramasser des balles sur le champ de bataille. Tout le monde sait que durant la nuit qui précéda la reddition, les mitrailleuses d'Irun tiraient à blanc, pour prolonger la résistance dans l'attente du train de munitions de Barcelone, arrêté en France par un préfet assassin qui n'a même pas été déplacé. Ceux qui osent dire qu'il y a assez d'armes entre les mains des antifascistes espagnols après un drame aussi poignant et dont la cause est d'une aussi triste et aussi éclatante évidence sont de vulgaires jésuites. Nous savons personnellement que de nombreux aviateurs volontaires engagés en Espagne ont été renvoyés dans leurs pays, faute d'avions. A la veille de la dénonciation russe de l'infâme comédie de non-intervention, la flotte aérienne gouvernementale s'était réduite... à un avion de bombardement. Nous savons que le front de Saragosse n'a pas bougé pendant une semaine, du 15 au 20 septembre, parce qu'il ne disposait plus d'un seul obus. Nous avons vu des photographies épiques de la première torpille moderne arrivée

en Espagne dans la presse de Barcelone du 25 septembre. Et puis, tout le monde ne sait-il pas que les mineurs asturiens ne se battent qu'à la dynamite? (peut-être est-ce par simple plaisir, ou par bravade — n'est-ce pas, ô profonds psychologues — que ces arriérés ou ces anarchistes refusent d'employer des mitrailleuses et des tanks?) Et puis, n'avons-nous pas envoyé en Espagne des reporters en lesquels le Parti avait toujours eu pleine confiance, et qui nous ont dépeint les colonnes disposant d'un fusil par deux, trois, voire cinq hommes, et les miliciens obligés d'attendre la mort d'un de leurs camarades pour pouvoir empoigner une arme, et les volontaires paysans qu'on était trop heureux de voir arriver avec un fusil... de chasse datant de Napoléon, et les munitions rationnées, et les obus tournés sur des machines rudimentaires et n'éclatant pas? Seulement, n'est-ce pas, plus rien ne compte, ni amis, ni rapports de confiance, ni mort, ni vérité, ni évidence, quand il s'agit de justifier la politique de notre gouvernement.

La « non-intervention » est-elle réellement violée?

Quatrième point. On répète l'argument lancé par notre camarade Léon Blum à Luna-Park: il n'est pas vrai que les gouvernements fascistes de Berlin, Rome et Lisbonne aient continué le ravitaillement en armes après qu'ils eussent signé le pacte de non-intervention. Les envois d'armes qui peuvent subsister en faveur des rebelles sont du même ordre que ceux qui parviennent aussi aux gouvernementaux, de France et d'ailleurs, ce ne sont plus que quelques petits envois de contrebande. Le plus grave dans cette argumentation n'est pas que la politique d'abandon ne soit en rien justifiée du fait qu'elle est générale (encore qu'elle ne le serait devenue qu'après un long délai, utilisé par les fascistes pour faire leur plein de ravitaillement); le plus grave c'est qu'elle suppose et affiche tranquillement une malhonnêteté odieuse de la part du gouvernement socialiste de Madrid. Sauf erreur, nous avons une Internationale. C'est très touchant et très réconfortant de savoir qu'on dispose dans chaque pays d'un « parti frère ». Seulement, survienne un cas un peu tendu, une divergence un peu grave entre un parti frère et le nôtre: aussitôt, le parti frère est un faux-frère, et l'ami sûr un menteur. Hitler est un fasciste. Il est un professionnel de l'hypocrisie. Mais il jure sur l'honneur qu'il a respecté sa signature. On le croit. Caballero est un socialiste. Il a tout intérêt à ménager le gouvernement français, qui reste, malgré tout, son seul appui dans le monde. Mais, étouffant sous la supériorité d'armements de Franco, il n'y peut plus tenir et crie qu'on bafoue le pacte. Il fait pire: il apporte des preuves. On ne le croit pas. On s'incline devant l'affirmation ennemie. On vilipende l'affirmation amie. C'est normal (n'est-ce pas là le fond de toute la politique réformiste que de rassurer les adversaires en désorientant les partisans?). Et l'on peut ainsi admettre, dans la section française de l'Internationale ouvrière socialiste, que c'est Hitler qui dit vrai et que c'est Del Vayo qui ment. Et l'on peut admettre sans broncher qu'au « Comité de non-intervention » de Londres notre représentant laisse étouffer... jusqu'à une demande d'enquête! Il est vrai, n'est-ce pas, que le ministère espagnol que vous croyiez, ô naïfs, occupé tout entier à se défendre, passe son temps, en réalité dans les couloirs du Kremlin, à intriguer avec les staliniens pour embêter notre gouvernement ou bien, en mettant les choses au mieux, que Del Vayo, en extrémiste impatient qu'il est, n'a lancé sa bombe que pour obliger le cabinet français de Front populaire à se séparer des radicaux et à se bolchéviser.

Livre-t-on des armes en sous main?

Cinquième point. On vous prend à part et, après avoir regardé si personne n'écoutait sous la table, on vous glisse dans le creux de l'oreille: « vous êtes injuste envers le gouvernement; vous savez bien qu'en sous-main il fait ou laisse faire tout le nécessaire ». Nous pouvons discuter ouvertement cet argument sans nous rendre complices du mouchardage réactionnaire, étant donné que nous ne ferons état d'aucun fait précis — nous dirons même plus loin que nous ne croyons pas que de tels faits se soient produits — et que, d'autre part, les chefs du Parti ont fait de cette sorte de réhabilitation morale de notre gouvernement un véritable secret de polichinelle.

L'argument, n'étaient les circonstances, serait comique. S'il n'y a pas lieu d'accabler le gouvernement parce qu'il s'arrange, en fait, pour livrer des armes, c'est donc qu'il est bon et juste que des armes soient livrées. L'acte qui réhabilite ne peut être qu'un acte méritoire. Nos chefs reconnaissent donc implicitement qu'il est déméritoire de ne pas livrer d'armes. Ou alors

voudrait-on nous soutenir qu'il est bon de ravitailler l'Espagne mais qu'il est seulement mauvais de le faire officiellement? Qui ne sent combien une pareille position est dangereuse? L'une des raisons essentielles données par Léon Blum pour justifier sa politique est la nécessité de minimiser les risques de guerre. Nous verrons plus loin, dans l'analyse approfondie de cette argumentation, que ces risques eussent été par eux-mêmes minimes si on avait pratiqué une politique énergique et vigoureuse de soutien, menée au grand jour. Qui ne voit que c'est précisément en la menant en cachette et par contrebande qu'on risque le plus? Le mystère, en ces matières, est toujours dévoilé, et doit l'être d'autant plus facilement en l'occurrence que l'ennemi fasciste dispose dans les postes les plus responsables du pays d'un énorme réseau d'espions. Dès lors le ravitaillement de l'Espagne, au lieu d'être une initiative bienfaisante, devient un manquement grave aux pactes signés. Une action qui pouvait se prévaloir du droit, devient une illégalité d'autant plus facile à rendre odieuse devant l'opinion mondiale que le blocus fut organisé sur notre propre initiative. Le caractère partisan du ravitaillement en devient plus criant. La tension internationale s'accroît. La position d'Hitler et de Mussolini se fortifie. On fait la pire politique de Gribouille : la malhonnête.

D'ailleurs cette sorte de justification inattendue du gouvernement n'est pas acceptable en elle-même. Car rien ne nous oblige à croire à la réalité du ravitaillement dont on nous conte les merveilles. On ne doit jamais, en politique, admettre qu'on invoque des faits qui, par leur nature même, échappent à toute possibilité de vérification. Lors même qu'ils existent, de tels faits secrets sont toujours amplifiés démesurément, parfois involontairement, par ceux dont ils servent la cause. Une mitrailleuse passée à Port-Bou devient, trois jours après, dans les sections socialistes de Paris, un train de canons. Le miracle de la multiplication se renouvelle pour chaque avion et se multiplie par le miracle de la béatification, les vieux rebuts de notre armée de l'air devenant automatiquement des merveilles de la technique moderne. Le fait même que nos réactionnaires, qui piquent une crise à la moindre cartouche livrée aux républicains d'Espagne, n'ont pas encore réussi à mettre sur pied une accusation de grande envergure envers le gouvernement de Front populaire, tend à prouver que celui-ci n'a effectivement pas bougé,

ou n'a ravitaillé qu'au compte-goutte. Le contraire serait du reste étonnant pour qui connaît la véritable religion de loyauté qui dirige — parfois si admirablement, parfois si mal — tous les actes de notre camarade Léon Blum.

Voilà quelques-uns des arguments (?) que propagent dans les sections socialistes ceux qui croient rester fidèles au Front populaire en devenant serviles envers ses ministres. A leur genre seul se reconnaît la mauvaise cause. Arguments obliques, considérations en dehors du sujet, complications voulues, dénégations rageuses de l'évidence, invention d'intrigues machiavéliques, invocation d'alibis moraux, autant de moyens pour empêcher que la réflexion des militants ne se centre autour du véritable problème. Car il suffirait que le problème apparaisse clairement pour qu'aucun socialiste ne puisse résister à la solution qui s'impose, et qui est diamétralement contraire à celle du gouvernement. Ce problème, nous allons maintenant l'aborder de front : pour ou contre le socialisme en Espagne.

II

LES MAUVAISES RAISONS DONNEES POUR LE SOUTIEN DE L'ESPAGNE

Que dit le Parti communiste?

Quand le P.C. défend le mot d'ordre de la levée du blocus contre l'Espagne républicaine, il est bien rare que ce soit au nom des principes de la solidarité révolutionnaire. Ce n'est que par instants, dans des échappées de style ou dans des envolées oratoires, ou dans les articles de Marcel Cachin, qu'il laisse s'exprimer l'indignation primaire — et salutaire — devant le fait que ce sont des travailleurs, que c'est un mouvement prolétarien, que la politique officielle d'abandon poignarde dans le dos. Le plus souvent, au contraire, le P.C. nie que le camp gouvernemental représente en Espagne quelque chose de révolutionnaire. Avec une insistance qui, en d'autres circonstances, serait comique de la part de ceux qui crient depuis 15 ans « les Soviets partout », le P.C. crie qu'il n'y a pas et qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de Soviets en Espagne (1). Il dit que c'est pré-

(1) Qu'il n'y ait pas de formes politiques exactement conformes aux Soviets est vrai. Mais il y a d'autres formes politiques révolutionnaires équivalentes, et c'est à elles toutes que le P.C. oppose ses dénégations farouches.

cisément parce qu'il ne s'agit encore, en Espagne, que de défendre une démocratie « ordinaire », une démocratie bourgeoise, que le gouvernement français doit armer son confrère espagnol. Le second argument du P.C., qui occupe de très loin la première place dans *l'Humanité*, est celui de la sécurité nationale française. Si Franco triomphe, nous enseignent nos nouveaux docteurs en patriotisme, c'est une nouvelle frontière hitlérienne qui s'établit au sud de la France (ceci est très vrai). Les routes impériales françaises — entendez : les routes du charnier pour les peuplades noires d'Afrique — sont coupées (ceci est très vrai). Un marché important est perdu pour l'industrie française (très vrai encore). Donc — c'est dans ce donc que réside l'erreur ignomignieuse — il est de l'intérêt de la « Patrie » française d'assurer la défaite de Franco, donc il est de l'intérêt du gouvernement français d'armer le gouvernement espagnol.

Ce sont là les pires raisons qu'on puisse imaginer pour nous demander à nous, Front populaire, d'intervenir activement en Espagne. Ce seraient presque des raisons de ne pas intervenir. S'il ne s'agissait, en effet, que de préserver l'intégrité républicaine d'une république bourgeoise, s'il ne s'agissait que de jouer au mieux, sur l'échiquier militaire international, la position de la Patrie française, alors oui, et alors seulement, on pourrait concevoir de mettre en balance le bénéfice et les risques d'une politique active de soutien. C'est au contraire parce qu'il ne s'agit nullement de cela, c'est parce qu'il ne s'agit de rien d'autre que de la vie ou de la mort du socialisme lui-même, du socialisme tout entier, qu'aucune balance n'est admissible ni même possible.

Démocratie bourgeoise ou socialisme?

Car le point de départ de l'argumentation communiste — il faudrait dire plus exactement : stalinienne — est faux. Nous le disons avec la même liberté d'expression que celle que nous employons envers notre propre Parti : c'est un mensonge — heureusement! — un mensonge du type vulgaire qui consiste à dire blanc là où tout le monde voit noir, que de prétendre qu'il ne s'agit pas en Espagne d'une révolution socialiste. Est-ce d'une république démocratique « ordinaire » de socialiser l'ensemble des forces productives, comme vient de le faire la généralité de Catalogne? Est-ce d'une république « ordinaire »

d'abolir l'ancienne police et de confier la surveillance du pays à des détachements armés des syndicats, comme vient de le faire le Cabinet de Madrid? Est-ce d'une démocratie bourgeoise de confisquer sans autre forme de procès des terres immenses de grands propriétaires fascistes? Est-ce d'une république bourgeoise de brûler les archives susceptibles de gêner la prise de possession des terres par les paysans travailleurs ou les déshérités des campagnes? Est-ce d'un Etat républicain radical et radical-socialiste de forger une armée exclusivement populaire, et d'y faire élire les supérieurs par les soldats? Est-ce d'un Etat radical et radical-socialiste de déposséder de leurs fonctions ou de fourrer en prison tous les fonctionnaires n'appartenant pas aux organisations révolutionnaires, à commencer par ces messieurs les inamovibles, les chats-fourrés, les juges? Est-ce d'une république bourgeoise d'être soutenue — il faut même dire animée — par les forces de l'anarchisme prolétarien? Est-ce d'une république bourgeoise de confier la gestion de chaque branche de l'économie au... syndicat ouvrier correspondant? Est-ce d'une république bourgeoise de confier l'enseignement... au syndicat des instituteurs anarcho-syndicalistes? Est-ce d'une république bourgeoise de confisquer purement et simplement des maisons des riches, et de s'emparer sans autre forme de procès des journaux, des postes de T.S.F., des imprimeries et des locaux des partis ci-devant bourgeois pour les remettre aux partis ouvriers?

Il faut proclamer ce qui est.

En vérité, la presse bourgeoise de chez nous a bien raison, elle ne sait même pas combien elle a raison, de proclamer que l'Espagne gouvernementale n'est qu'un nid de rouges. Quel admirable nid d'admirables rouges, en vérité! Et qu'il est... odieux, mais oui, il faut dire le mot, qu'il est odieux de voir que *le Populaire* et *l'Humanité* ne passent qu'au compte-goutte des informations sur la vie sociale et les réalisations politiques de l'Espagne combattante, informations qui devraient couvrir des pages entières, tellement elles sont plus importantes que nos problèmes intérieurs français et même que certaines nouvelles strictement militaires sur la guerre civile! Qu'il est pénible, qu'il est humiliant de voir, au lieu de cela, nos journaux réputés rouges s'efforcer avec rage, s'efforcer en dépit de l'évidence, de plaider non coupable devant les journaux bourgeois! Mais oui,

non coupable, comme si c'était une culpabilité que d'être socialiste... pour de bon. Effort d'autant plus criminel qu'il ne saurait pas rallier un enfant parmi les politiciens bourgeois — radicaux compris —, lesquels ne s'abuseront pas un instant sur le caractère réel de la défense antifasciste espagnole, tandis qu'en revanche il sème le désarroi et l'incompréhension parmi les masses ouvrières.

Non seulement il ne faudrait pas cacher que la défense antifasciste espagnole a bel et bien tourné en révolution socialiste, mais il faudrait s'attacher au contraire à mettre ce fait en relief avec le maximum de vigueur et le maximum de clarté. Et cela pour deux raisons. D'abord la transcroissance de l'antifascisme en socialisme est par elle-même un phénomène capital, dont l'intérêt est particulièrement intense, et dont les enseignements sont particulièrement urgents pour nous, Front populaire de France, nés comme antifascistes et qui sommes condamnés à brève échéance ou à mourir comme antifascistes ou à triompher comme révolutionnaires socialistes. C'est là l'un des côtés les plus passionnants de l'expérience que font nos frères espagnols, mais il n'est pas possible de le développer ici. L'autre raison de déployer largement au-dessus de la lutte de nos frères espagnols le seul drapeau pour lequel ils meurent, c'est plus encore qu'un souci — qui devrait pourtant être élémentaire — d'honnêteté; c'est plus encore que le devoir — qui est pourtant le plus primaire, le plus immédiat et le plus sacré — que nous avons contracté envers eux de présenter leur sacrifice tel qu'il est réellement : un sacrifice pour la démocratie prolétarienne et non pour la démocratie insuffisante et menteuse de la république bourgeoise. La raison essentielle de proclamer bien haut la vérité, c'est qu'elle nous sert, c'est qu'elle est notre seul atout. Car, pour briser le blocus qui étrangle l'Espagne socialiste, il faut que la masse ait assez d'allant, assez de décision, pour s'élever même contre un gouvernement qui lui est sympathique, même contre son gouvernement, il faut qu'elle surmonte toutes les défaillances qui pourraient se produire dans l'exercice de cette énorme pression — nous songeons à la C.G.T., à Jouhaux qui devrait être bien plus énergique —, il faut qu'elle ne se laisse impressionner par aucune calomnie lancée contre nos frères espagnols ni par aucun chantage à la guerre exercé contre elle-même. Or, d'où la masse — et il ne peut manifestement s'agir, ici, que de la masse prolétarienne — peut-elle tirer assez d'énergie, assez de chaleur, pour aller — c'est son tour cette fois — « contre le courant », contre la volonté consciente des uns, contre l'ardeur dévoyée des autres, contre l'hésitation de ses représentants? Où, sinon au feu de la révolution socialiste? Ce qui est vrai au delà des Pyrénées est également vrai en deça. Jamais nos frères espagnols n'auraient pu avoir tant de courage et tant d'héroïsme s'ils n'avaient dû défendre qu'une république bourgeoise (oublie-t-on que c'est celle-là même qui les avait déjà trahis, que c'est son incurie et sa faiblesse envers les cadres réactionnaires de l'Etat qui furent les causes de la rébellion?) Ici de même, l'enthousiasme des masses ne peut être entretenu que si elles sentent que c'est, enfin, leur règne, leur ère, que c'est tout ce pourquoi, dans leur simplicité, elles avaient fait le Front populaire, que c'est en un mot le socialisme rayonnant qui est l'enjeu de la bataille et le prix de leurs efforts. Combien cet orateur anarchiste du Vélodrome d'Hiver était supérieur à tous les autres, aussi bien tactiquement que moralement, lorsqu'il déclara avec simplicité : « Nous ne vous demandons pas votre soutien parce que votre patrie en profitera, mais parce que nous sommes des travailleurs. Nous vous demandons des armes pour que nous puissions, ensuite, chanter ensemble la chanson de la liberté ». C'est ce langage qu'il faut tenir. C'est cette corde qu'il faut faire vibrer.

La plus belle révolution de l'histoire.

L'occasion, aujourd'hui, est pourtant plus belle que jamais de déchaîner cet enthousiasme. Car non seulement nous avons là-bas des frères attaqués, égorgés, massacrés par une minorité armée, rebelle à la volonté du peuple, assoiffée de privilèges et de sang, non seulement nous avons à exercer ce que le peuple a toujours aimé d'un penchant particulièrement noble et ardent : une solidarité envers des sacrifiés, mais encore la révolution qui se déroule dans les parties gouvernementales de l'Espagne est bien la plus belle, la plus riche de promesses de toutes les révolutions passées. Nous le disons après mûre réflexion : la révolution espagnole est plus socialiste encore que ne l'a été la révolution russe d'Octobre 1917. Le pays, quoique en retard par rapport aux nations occidentales, est nettement plus avancé que ne l'était la Russie de 1917. Quoiqu'en pleine crise, son régime

est bien moins décomposé que ne l'était celui du Tsar. Enfin, les masses ouvrières y sont plus nombreuses, plus éduquées politiquement, aux traditions révolutionnaires plus anciennes. Les anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols — auxquels tout marxiste qui n'est pas irrémédiablement desséché par la vanité de posséder seul la vraie science de la révolution, doit rendre un solennel hommage — et qui, s'ils ont des choses à apprendre de nous, en ont au moins autant à nous enseigner, apportent à cette révolution une note jusqu'ici inconnue, qui en fait une synthèse de toutes les formes possibles d'action ouvrière bien plus vaste que ne l'a été la révolution russe. La participation de la population est beaucoup plus unanime, plus consciente, plus courageuse. L'action de libération paysanne, pour la première fois dans l'histoire, se développe sur un échelon voisin de l'action de libération ouvrière. Les campagnes sont en résonance avec les villes. Enfin et surtout l'initiative la plus débordante ne cesse de se faire jour partout, l'action directe fait des merveilles, la démocratie la plus large ne cesse de régner pour le peuple révolutionnaire, et ce n'est certes pas elle qui est responsable des erreurs que commettent encore nos camarades! Au contraire, en rectifiant ces erreurs sans diminuer en rien la démocratie prolétarienne, ils sont en train de nous donner l'exemple de l'une des réalisations les plus capitales du socialisme : l'organisation sans coercition, la force sans dictature (car ce n'est pas de la dictature que d'éliminer des libertés générales les assassins de la liberté). Réalisation qui n'est possible qu'une fois les privilèges abolis, qu'avec un peuple conscient et dévoué, avec des travailleurs capables d'initiative autant que de réflexion. Toutes conditions qui sont de plus en plus admirablement réunies en Espagne. Quand un tel bouleversement, une telle rénovation se produit, et qu'on s'évertue à crier : ce n'est rien messieurs les radicaux, ne vous effrayez pas, on a maintenu des catholiques au pouvoir, on ne fait pas de révolution, les quelques mesures énergiques qu'on prend sont seulement nécessaires pour la défense, quand, en un mot, on meurt là-bas pour l'avenir et qu'on quête ici pour le passé, peut-on parler d'autre chose que de trahison?

Devons-nous nous préoccuper de la sécurité des Pyrénées?

Trahison aussi, c'est le seul mot que ça mérite, dans le second argument du P.C. : marcher contre Franco à cause de la

sécurité de la France. Ceux qui disent cela se rendent-ils compte qu'en Octobre 1917 la révolution des maîtres socialistes dont ils se réclament a éclaté, en pleine guerre, dans un pays allié à la France, et que la « sécession russe » qui en a résulté a porté une atteinte grave à notre position militaire, mettant la France à deux doigts d'être vaincue et envahie par l'Allemagne? Se rendent-ils compte que leur logique actuelle doit invinciblement les amener à condamner la révolution russe de 17 et ceux qui l'ont défendue au mépris de la sécurité française? Mais il y a plus grave encore. Un gouvernement suffisamment réactionnaire en France pourrait peut-être s'entendre avec Franco aussi bien qu'Hitler, la France ayant plus de monnaie d'échange à donner à l'Espagne que l'Allemagne. Là réside même le calcul profond de tous nos bourgeois : soyons d'abord tous fascistes, ensuite nous reprendrons la concurrence internationale; nous ne pouvons avoir d'allié en une Espagne rouge, mais nous pourrons très bien défendre notre partie à Madrid, contre Hitler, si nous avons les uns et les autres de bons régimes totalitaires.

Toutefois, écartons cette perspective. Admettons que l'espoir de nos fascistes ne soit qu'un leurre tellement absurde qu'ils ne le nourrissent même pas sincèrement, admettons que le triomphe de Franco compromette gravement et quoi qu'on fasse, la position internationale de la France, et par suite qu'en souhaitant ce triomphe nos fascistes soient des « traîtres ». C'est, après tout, le plus probable. Est-ce une raison suffisante pour que nous devenions, nous, des patriotes? La Patrie est-elle donc quelque chose de si précieux qu'elle ne puisse se passer de défenseurs, et qu'à la première défaillance des uns il faille nécessairement, et vite, qu'un autre reprenne le flambeau? Passe encore que nous signalions aux masses comme une trahison le fait que nos fascistes préfèrent le triomphe d'un soudard ami à la sécurité de leur propre patrie. Ce thème de propagande est admissible, il est même excellent, mais si on le scrute attentivement on ne peut en tirer qu'un seul enseignement; c'est que la notion même de la « Patrie au-dessus de tout » est fausse, puisque ceux qui font plus que de la propager, ceux qui l'incorporent, la désertent dès qu'un intérêt plus direct entre en jeu. On devrait ainsi profiter du défaitisme réactionnaire pour justifier le défaitisme révolutionnaire. On saute au contraire sur l'occasion pour revigorer l'une des rares parmi nos traditions qu'il faille abandon-

ner : le patriotisme révolutionnaire. Dans la bouche du P.C. l'opération devient particulièrement grave, car elle s'insère dans une politique générale de préparation à la guerre, dans la politique du « Front français « et du « milliard pour l'instruction militaire ». Par un contresens historique abominable, la révolution espagnole sert au P.C. à alimenter ses mots d'ordre d'union des classes (contre la seule minorité infime des « hitlériens de Paris »), alors qu'il n'est pas d'événement qui ne doive davantage polariser l'antagonisme des classes françaises en deux blocs hostiles et alors qu'il n'a jamais été plus urgent de favoriser et de clarifier cette division des idéologies et des politiques, seul moyen d'isoler le camp bourgeois dans une société toute prête à lui échapper.

Aussi est-il particulièrement malheureux que notre camarade Zyromsky, qui s'est fait avec une si noble ardeur et un si tranquille courage le champion, dans le Parti, du mot d'ordre de la levée du blocus, ait cru devoir reprendre à son compte l'argument de la sécurité nationale française. Mais peut-être ne s'en sert-il que comme d'un appât pour entraîner l'adhésion des politiciens bourgeois capables de placer la patrie au-dessus du fascisme? (il ne s'agit plus guère que des radicaux, et encore, pas de tous!) Ceux qui pensent au fond d'eux-mêmes, ne se servir de la carte de la sécurité militaire française que comme d'une attrape-bourgeois, doivent faire grandement attention que leur jeu ne tourne en attrape-prolétaire! Car la bourgeoisie, jusqu'à nouvel ordre, reste la classe dominante de notre pays. Elle, ou l'une de ses parties, ne marcheront que si, *vraiment*, le soutien de l'Espagne rouge ne peut rien signifier d'autre que le maintien de la force française traditionnelle, c'est-à-dire de sa force capitaliste, et si elle a toutes les garanties qu'un tel soutien ne l'entraînera pas dans la contagion révolutionnaire. Dès lors, si on ne fournit pas cette garantie aux cercles bourgeois qu'on sollicite, — le P.C., lui, est décidé à la fournir, c'est toute sa politique actuelle —, on n'aura jamais leur appui, et le mot d'ordre « Avec Madrid pour défendre nos Pyrénées », sans avoir procuré aucun secours supplémentaire à la révolution espagnole, n'aura réussi qu'à désorienter, peut-être à perdre, ses seuls partisans possibles. Autrement dit : ou bien la tactique du P.C. réussit, et cela signifie que le soutien de l'Espagne devient une manœuvre de l'impérialisme français, donc un recul de

l'échéance révolutionnaire en France, donc aussi une régression pour la révolution espagnole; ou bien cette tactique ne réussit pas, et elle n'aura abouti qu'à aggraver dans les cerveaux ouvriers le virus nationaliste et à empêcher à nouveau, que leur enthousiasme ne s'alimente à la seule source qui puisse le rendre durable et utile, à savoir l'idée que ce n'est pas notre frontière, pas plus que la république bourgeoise espagnole, que nous avons à défendre, mais le socialisme, c'est-à-dire vraiment nous, uniquement nous, totalement nous.

Les masses dépassent le Parti communiste.

Heureusement cette idée est bien celle qui pénètre les couches nombreuses de prolétaires français qu'indigne la politique d'abandon.

Ces masses subissent l'emprise stalinienne. C'est vrai. Mais elles ne subissent pas seulement cette emprise, et il est grand temps que les socialistes admettent que la masse n'a pas toujours besoin d'agitateurs pour être agitée et qu'elle peut sentir certaines choses par elle-même. Les masses qui crient avec ferveur « des avions pour l'Espagne » subissent une emprise plus haute : celle des événements, celle de leur instinct (en quoi elles sont plus précieuses à la révolution que bien des marxistes chevronnés et bien des chefs et sous-chefs blanchis dans l'étude de nos statuts et souvent écartés de la vie réelle par une vie trop étroitement bornée aux cadres du Parti). Cela est si vrai qu'au début la contagion était générale. Tout le monde était pour les livraisons d'armes à l'Espagne, y compris les hommes les moins perméables à l'influence du Parti communiste. Bracke a écrit, en faveur du soutien officiel de l'Espagne, des lignes parfaitement claires. Jean Longuet était pour l'envoi d'armes. La Ligue des Droits de l'Homme était pour. J. M. Herrmann, le chef des reporters de notre *Populaire*, était pour. L'hebdomadaire *Vendredi* était pour. La C.G.T. a été pour avant le P.C. Pierre Cot était pour. Le Labour Party était pour. Tout ce qui avait un cœur était pour. Le gouvernement seul, son prestige, le souci de sa tranquillité, l'habile et beau discours de Luna-Park, ont changé tout cela. C'est pour ne pas gêner Blum que le Labour Party a changé sa position, encore que cela ait peu duré, et qu'il ait pris aujourd'hui la tête du mouvement pour la « reconsidération ». C'est sous la pression directe de Blum que Bracke, que Jouhaux

ont mis leur désir en sourdine. Qu'on ne vienne pas dire, après cela, que la masse des ouvriers est exclusivement manœuvrée par le P.C. La masse veut aujourd'hui par la force de son propre vouloir. Et elle constitue l'immense majorité du Front populaire, puisqu'elle constitue la C.G.T. quasi unanime, laquelle, avec ses 5.000.000 de membres, est à elle seule, numériquement, presque tout le Front populaire.

Le gouvernement contre ces masses.

Or, cette immense, cette ardente volonté populaire, le gouvernement, qui prétend n'être que l'expression, le mandataire de la volonté populaire, l'a bafouée. Plus même. Pour la première fois, il a été énergique. Force est à un observateur impartial de constater que la politique d'abandon de l'Espagne a été décidée plus rapidement que le déplacement de Monsieur Peyrouton. Force nous est de constater que notre camarade Léon Blum a mieux su dire « non » aux travailleurs qui le suppliaient de « reconsidérer » sa politique, qu'aux politiciens de la droite radicale, ou au patronat. Et cette discordance criante entre les serments de meetings, par lesquels Léon Blum aimait se placer sous l'autorité directe du peuple, à la suite desquels il croyait si sincèrement le faire, et la réalité des cabinets ministériels, où il décidait d'agir contre la volonté du peuple, ce divorce grandissant avec l'opinion de la majorité du Front populaire n'ont pas ému le Parti socialiste? Cette entorse aux principes de la démocratie, auxquels le Parti socialiste devrait tenir à honneur d'être plus sensible qu'aucun autre, on l'avalise, on l'admet, on y collabore, comme cela, facilement, sans un remords, sans se poser une seule question?

Car il est possible, certes, qu'un chef ait raison contre la masse. On a vu des situations dans lesquelles il était du devoir des chefs de lutter « contre le courant » qui emportait les masses dans le giron de la bourgeoisie, et où leur trahison consistait à ne pas oser le faire. Encore, dans ces cas-là les chefs ne pouvaient-ils prétendre à exercer en même temps le gouvernement de ces masses. Dans la postion de Léon Blum il n'y avait que deux issues possibles : ou se démettre, ou bien, s'il doutait de l'unanimité des masses, faire un referendum. Ou alors, pouvoir justifier sa résistance au désir de ses mandants par des

raisons absolument exceptionnelles... et absolument, invinciblement convaincantes. Examinons donc ces raisons, qui semblent bien, effectivement, exceptionnelles, mais qui sont rien moins que convaincantes.

III

LES RAISONS DU GOUVERNEMENT

Les raisons officielles du Parti socialiste sont au nombre de trois. D'une part, le principe de la « non-ingérence » dans les affaires intérieures des autres pays, d'autre part, le danger de rupture du Front populaire, enfin le danger de guerre.

Non-ingérence ou internationalisme.

Nous ne pouvons pas ne pas être neutres en Espagne, nous dit le gouvernement — du moins, nous ne le pouvons pas en tant que gouvernement — puisque nous avons proclamé une fois pour toutes que nous ne conditionnerons jamais notre politique extérieure par nos préférences doctrinales. Cet argument, en ce qui concerne l'Espagne, contient manifestement toute l'hypocrisie — sans doute inconsciente — de la « non-intervention ». N'y revenons plus et portons plutôt notre attention sur les idées générales qui l'inspirent.

Le Parti socialiste a accepté le principe de non-ingérence sans réfléchir. Il l'a accepté d'autant plus facilement que Léon Blum en avait fait, dans les problèmes franco-allemands, une application dont nous dirons tout à l'heure qu'elle fut irréprochable. Pourtant, ce principe devrait être soumis à de sérieuses réserves. Que signifie, en effet, cette dissociation des questions intérieures et extérieures à une nation, que signifie surtout cette façon de la pousser jusqu'à un *absolu*? N'est-il pas profondément antimarxiste de supposer qu'un domaine essentiel de la politique générale puisse être rendu *absolument* indépendant de tout le reste? Supposer qu'une bourgeoisie puisse réellement, c'est-à-dire en tout état de cause, placer son action internationale au-dessus des problèmes que pose sa propre domination de classe, c'est-à-dire au-dessus de ses problèmes de politique intérieure, n'est-ce pas supposer qu'il y a tout de même dans son

action, quelque chose qui échappe au jeu de ses intérêts égoïstes de classe? Poser que la logique de ses combinaisons internationales peut vraiment, c'est-à-dire en toutes circonstances, l'emporter sur ses préférences politiques, n'est-ce pas poser que la Nation qu'elle a édifiée, que la Patrie qu'elle dit défendre, sont effectivement des réalités qu'elle place au-dessous de sa position dominante de classe dans le sein de cette Nation? N'est-ce pas avaliser son patriotisme?

Nous reviendrons en annexe sur d'autres aspects de ce problème, ou d'un problème parallèle. Mais insistons ici sur un aspect qui devrait être particulièrement décisif pour des socialistes. Est-ce vraiment à nous, socialistes, de reprendre à notre compte le principe de la non-ingérence, principe bourgeois puisqu'il est prôné tant qu'il sert le capitalisme et jeté aux orties dès qu'il menace sa domination? Est-ce à nous... internationalistes? Il s'agirait, en effet, de s'entendre, une bonne fois. Si l'internationalisme inscrit dans nos statuts ne doit avoir à résister à aucun « coup dur », s'il n'est admissible qu'autant qu'il ne nous ménage aucun risque, si la solidarité internationale des travailleurs doit, en langage « réaliste », se traduire par le fait qu'on se moque du régime subi par d'autres travailleurs, si elle peut tolérer qu'on laisse égorger des travailleurs à quelques pas de nous sans que nous bougions le petit doigt, alors qu'on en finisse avec l'internationalisme! Qu'on ferme les bureaux de l'Internationale, qu'on ne s'en serve plus que comme boîte postale pour échanger des renseignements, voire, aux moments de grand courage, des congratulations et qu'on cesse de berner indignement les travailleurs. Qu'on proclame ouvertement que « le désintérêt des travailleurs les uns pour les autres fera la paix du monde ». Qu'on évite de compter les uns sur les autres, et qu'on mette des avertissements aux frontières : « socialisme devant cette ligne tu dois t'incliner ». Le plus tragique, c'est que nombre de socialistes ne voient même pas le danger. Plus même. Ils ne conçoivent pas qu'il y ait là un problème. Faudra-t-il épeler le dictionnaire pour faire admettre que les notions de non-ingérence et de solidarité internationale sont exactement antithétiques?

Est-ce à dire que toutes les ingérences soient permises? Evidemment non. L'ingérence — c'est-à-dire, une certaine forme de l'internationalisme prolétarien — possède des risques qui doivent

être comparés avec ses bénéfices possibles. Nous devons agir ici exactement comme la bourgeoisie: pratiquer l'ingérence quand cela nous profite, et la non-ingérence quand nous ne pouvons pas faire autrement. Par exemple, nous sommes manifestement dans l'impossibilité de soutenir activement nos frères écrasés d'Allemagne. Dès lors il ne servirait à rien de faire une croisade armée contre Hitler, il est préférable pour le socialisme d'obliger Hitler à la paix. Et cela d'autant plus que les causes profondes de l'opposition franco-allemande restent des frictions d'ordre impérialiste, des conflits d'ordre territorial, économique ou démographique nés des guerres et des rapines antérieures; et le socialisme a tout à gagner à ne pas reprendre à sa charge les conquêtes consacrées par des traités qu'il a toujours dénoncés. Au contraire, si Hitler voulait faire jouer la force de ses armes au service d'une exclusive besogne de répression contre-révolutionnaire, dans une partie du monde où nous n'avons pas, d'avance, toutes les chances de nous faire battre, notre devoir le plus élémentaire est de lui opposer la force de nos armes, si tant est que nous disposions, quelque part, d'une armée. Autrement dit, la tactique d'ingérence ou de non-ingérence ne peut pas être élevée à la hauteur d'une doctrine. Elle doit être calculée en fonction de l'intérêt du socialisme et de ses possibilités du moment. On échappe ainsi aux principes fumeux et funestes qui nous font trahir nos principes les plus clairs et les plus sacrés, on retombe sur ses pieds et on retrouve le seul, l'unique, toujours le même problème : faut-il ou non soutenir ouvertement le socialisme espagnol?

Le veto « d'en haut ».

Arrivons-en au second argument officiel en faveur de l'abandon.

Léon Blum a fait planer sur Luna-Park le veto d'on ne sait quelles puissances, qui semblent assez fortes dans notre République pour faire pencher la balance en faveur de l'abandon dans une question aussi grave que celle du soutien de l'Espagne. L'une de ces puissances est maintenant connue: c'est le Parti républicain radical et radical-socialiste. L'autre semble plus occulte: il y a tout lieu de penser qu'il s'agit de M. Lebrun, président, sauf votre respect, de la République. Si M. Lebrun, comme tout donne lieu à le croire, s'est permis de s'opposer, sans doute

au nom de la majorité réactionnaire qui l'a élu contre Briand, à ce qu'on livre des armes à l'Espagne, la chose serait si grave, elle menacerait si fortement l'autorité du Front populaire, elle révélerait une gangrène si profonde dans la hiérarchie des pouvoirs de la République, que le premier devoir de Léon Blum eût dû être de la dénoncer, afin de déclencher une campagne analogue à celle qui, en 1924, à propos d'un différend pourtant moins aigu, coûta l'Elysée au traître Millerand.

Le veto radical.

Mais arrivons-en au Parti républicain radical et radical-socialiste. Nul ne sera étonné d'apprendre qu'une fois de plus ce parti a jeté l'anathème sur le prolétariat montant. Nul ne s'est étonné qu'un Daladier, capable de toutes les bravades dans l'opposition, n'ait manqué aucune reculade au pouvoir. Nul ne s'étonnera que les radicaux ne comprennent absolument rien aux événements, ou que, s'ils sentent confusément, plus qu'ils ne comprennent, qu'en Espagne se joue leur sort à eux aussi, ils ne préfèrent mille fois une mort sans combat à un triomphe qui eût exigé une bataille. Ces gens partagent avec, hélas! bon nombre de membres de notre parti, le triste privilège de pouvoir tout accepter sauf une victoire. Donc, leur hostilité était dans la nature des choses.

Donc, il ne fallait pas y céder. Bien sûr, la prudence, la sagesse, sont d'excellentes qualités. Il est bon qu'un parti révolutionnaire soit capable de sagesse! Seulement, la prudence ne doit tout de même pas devenir un programme, notre raison d'être! L'audace, elle aussi, a ses vertus. L'audace engendre parfois ce qui, sans elle, ne fut jamais né. L'audace écarte, souvent, des dangers qu'aucune prudence n'eût vaincus. Or, en l'occurrence, c'était le moment où jamais d'être audacieux. Car si on accepte de s'incliner toujours, en tout état de cause, devant les hostilités radicales, on établit, dans le Front populaire, au lieu de la direction du plus fort, la dictature de la peur. On n'est plus Front populaire, on est radical. On n'avance plus. On recule. Et le recul aujourd'hui ne s'achève que dans les camps de concentration du fascisme.

Avancer, non reculer.

Rappelons-nous les premiers jours de la guerre civile espagnole. Personne encore, dans le Parti radical, n'avait profondément senti la nature et la portée de l'événement. L'hostilité n'était pas davantage cristallisée que l'enthousiasme. On se tâtait. Pierre Cot, Jean Zay, étaient plutôt pour. Daladier, Delbos plutôt contre. Une décision vigoureuse eût pu tout emporter. Si même la droite radicale eût rechigné, si même elle eût fini par réagir violemment, il eût été possible encore de galvaniser, de grouper une gauche radicale à laquelle on rendait un éminent service en lui donnant l'occasion de se définir. On rendait également service au Front populaire en le débarrassant d'une tunique qui gêne tous ses mouvements. Au contraire, ne pas vibrer ni faire vibrer devant l'ignominie du fascisme espagnol, ne pas élever le cri de la solidarité internationale des démocraties, baisser le genou devant le premier grognement des radical-capitalistes, c'était le meilleur moyen de s'interdire de repêcher les radicaux-socialistes, donc le meilleur moyen d'aggraver l'assujétissement du Front populaire à son aile hostile au Front populaire.

Du reste, même le Sénat, où les radicaux sont aussi ingalvanisables que de vieux os, n'aurait pas osé renverser le gouvernement, à cette époque, devant une position nette de celui-ci, et une pression tant soit peu énergique (avec l'ombre des usines occupées et des mouvements de rue s'étendant sur le Luxembourg). En effet, même aujourd'hui, alors que de nombreuses faiblesses ont pourtant rétréci les assises du gouvernement, il reste assez fort pour que personne n'ose prendre la responsabilité de le renverser. Les communistes et la C.G.T., qui ont pourtant une autre liberté de manœuvre que le Parti radical miné et décroissant, ne peuvent pas renverser Léon Blum et sont obligés de céder à ses désirs. C'est que le Front populaire reste puissant dans le pays, plus puissant que tout, et qu'il ne tolérerait aucune autre forme de gouvernement que celle réalisée par Léon Blum, ou peut-être, seulement, des formes plus extrémistes. C'est pourquoi il est particulièrement grave d'intimider les masses par les radicaux au lieu d'intimider les radicaux par les masses.

Mais allons plus loin. Supposons qu'au mépris de toute prudence, les radicaux de droite aient renversé Blum au Parlement à propos des livraisons d'armes à l'Espagne. Que se serait-il donc passé d'horrible? Le fascisme? De toute façon pas. Même sans Léon Blum au pouvoir, le fascisme n'est pas encore assez fort pour reconquérir la suprématie (notre faiblesse, il est

vrai, le renforce sans cesse, mais il s'agit ici de Juillet, date à laquelle le fascisme était encore atterré). Dès lors, le socialisme avait une complète liberté de manœuvre. Il pouvait ou bien passer outre, entrant résolument dans ces « vacances de la légalité » dont il semble bien que notre ami Léon Blum n'ait admis l'emploi que... par d'autres que lui, ou bien, s'il ne voulait pas aller aussi loin, attendre, simplement. Il y avait 100 à parier contre 0 que Lebrun, tout de suite ou après quelques expériences infructueuses avec des radicaux de droite faciles à renverser à la Chambre, appelait à nouveau... Léon Blum. Car seule une majorité « blumiste » était possible. Et qui ne sent combien nous serions sortis de l'épreuve plus forts, plus riches de substance, plus mordants dans l'action, plus chers au cœur des masses? Que si l'on suppose, comme dernier retranchement, qu'envers et contre tout la réaction eût déchaîné la guerre civile, alors qu'on pousse, s'il vous plaît, l'hypothèse jusqu'au bout. Admettre cette hypothèse, c'est supposer que la bourgeoisie est, dès aujourd'hui, décidée à lancer ses mercenaires, et cela quelles que soient ses chances, parce qu'elle ne peut plus souffrir la position qui lui est faite. Mais si cela est vrai... eh bien! il faut alors regarder la chose en face. Si la bataille rangée contre les hordes fascistes est inévitable, alors... pourquoi s'efforcer par tous les moyens de l'éviter? Pourquoi reculer vainement l'échéance? Pour permettre à l'ennemi de rassembler le maximum de forces? Nous avons déjà eu grand tort de ne pas le mettre en terre dès le lendemain des élections, alors que, tout stupide encore du vide qu'il sentait autour de lui, il semblait tendre son autre face au coup de pied libérateur. Au moins lui aurions-nous, en acceptant la bataille en Juillet, réglé son compte en une occasion particulièrement propice, puisque c'était, en fin de compte, une occasion qu'il avait lui-même provoquée par la rébellion de ses hommes en Espagne, puisque les masses étaient particulièrement indignées des massacres que ceux-ci perpétraient. De quelque façon qu'on retourne le problème, on avait toutes les raisons de soutenir, aucune raison d'abandonner.

L'argument suprême.

Mais, voici qui devient plus sérieux. Un tremblement de la voix, un frisson dans l'assistance à Luna-Park nous avertissent qu'on va jeter dans le débat le problème des problèmes, la menace la plus grave de toutes les menaces: la guerre.

Si nous livrons des armes à l'Espagne, Hitler nous fait la guerre. Voici, n'est-ce pas, de quoi retourner l'opinion. Seulement, voilà: ce n'est pas vrai. Simplement. *Il n'y aurait pas eu de guerre.* M. François Poncet, qui continue à représenter à Berlin les intérêts du Comité des Forges, a beau télégraphier au gouvernement contre lequel il conspire: attention, Hitler a sa déclaration de guerre en poche. La presse hitlérienne de Paris a beau moucharder le Front populaire à Hitler et trépigner qu'Il est provoqué et qu'Il interviendra, nous disons qu'Il ne serait pas intervenu et que la guerre n'aurait pas éclaté.

Profiter du Droit international.

Oh! ce n'est certes pas, nous en convenons, parce que le Droit international était pour nous. Nous accordons volontiers à Léon Blum qu'on tourne le Droit aussi facilement que l'humeur révolutionnaire d'un politicien radical, encore qu'on aimerait que notre camarade se pénètre un peu plus de cette vérité quand il s'agit des lois qu'il fait voter, mais insuffisamment respecter. Le socialisme doit d'autant moins se diriger d'après le « Droit » formel existant que, dans la plupart des cas, il aura à s'opposer à ce droit. Si, par exemple, c'étaient les nôtres qui, demain, se soulevaient dans une pays fasciste contre le gouvernement régulier, nous n'exigerions pas moins qu'aujourd'hui qu'on les soutienne par tous les moyens. Malgré tout, dans le cas d'une fourniture d'armes du gouvernement français en faveur, par exemple de rebelles rouges itallens, les risques de guerre seraient sérieux. Or, en l'occurrence, le fameux Droit international était là, malgré tout. Par un heureux concours de circonstances le droit s'avérait — c'est si rare! — pour nous. Il était bien bête de n'en pas profiter.

En profiter eût été pourtant si simple! Qu'on se rappelle en effet — mais l'opinion, hélas! oublie si vite — quelle était la situation aux premiers jours de la rébellion fasciste. En Allemagne et en Italie, personne encore ne parlait du problème du ravitaillement en armes; c'eût été quasiment illogique, puisque la base du complot était la surprise, qu'on ne voulait pas de guerre prolongée et qu'on pensait que la situation allait se décider très rapidement. Le premier lièvre fut levé, en réalité, par la presse

réactionnaire française. Dès lors, ne voit-on pas comme le jeu était facile? Le gouvernement français, loin de paraître répondre à une sollicitation ou à une interpellation, prenait lui-même l'initiative. Il lançait une proclamation disant qu'il était évident, en vertu du droit international, que le gouvernement espagnol reconnu devait recevoir des armes; que la question de savoir si lui, gouvernement français, allait rester fidèle au droit autant qu'à son amitié ne pouvait même pas se poser; qu'elle pouvait tellement peu se poser qu'il coffrerait sans autre forme de procès quiconque en France s'élèverait contre les livraisons d'armes à l'Espagne, et que, bien au contraire, il prenait, lui, l'initiative de signaler à toutes les puissances l'illégalité intolérable qu'il y aurait à ravitailler les rebelles; qu'il se verrait obligé, en fidèle gardien du droit international, de traduire devant l'aréopage genevois — ou tout autre — ceux qui commettraient une infraction à ce droit. Au besoin, il proposait séance tenante le contrôle international des zones par lesquelles pourrait être effectué le ravitaillement des rebelles.

Les vertus de l'audace.

Qui ne sent l'énorme avantage, l'énorme sécurité qu'eût présenté cette politique d'offensive-préventive, exercée avec le maximum d'énergie à une époque où rien encore n'était mis en train pour l'armement des fascistes? C'était l'opinion anglaise verrouillée dans la défense du droit et de l'intégrité territoriale des nations. C'était par suite la sécession anglaise, tant de fois agitée depuis comme épouvantail, rendue impossible. C'était toute l'opinion internationale, la fameuse opinion si souvent invoquée par notre camarade Léon Blum, éclairée et gagnée. C'était un écho puissant soulevé dans les masses même qu'oppriment Hitler et Mussolini, qui se taisent mais qui n'en espèrent pas moins avec ardeur en Espagne victorieuse. C'était notre réaction muselée, terrorisée s'il le fallait. C'était Hitler réduit à la défensive, obligé de violer le droit à la face de tous, menacé de voir se noyer la totalité de ses ressources et de ses besoins dans la seule intrigue espagnole. C'était, par le spectacle des hésitations fascistes, la crainte d'une guerre possible dissipée dans les masses françaises. C'était par suite la possibilité assurée de faire le ravitaillement de l'Espagne en grand — et cela eut résolu le problème en quinze jours, car il n'en

fallait pas davantage au gouvernement espagnol, s'il était armé, pour vaincre; — c'était, en mettant les choses au pire, en supposant une mauvaise volonté anglaise et une volonté allemande également poussée à l'extrême, la possibilité, au moins de se replier sur une position moins avancée, par exemple d'admettre — comme une concession, non comme une initiative! — un pacte de non-intervention, mais un pacte sans délai préalable pendant lequel un seul camp est armé, un pacte conditionné, soumis à la menace d'une rupture française, un pacte avec toutes les dispositions concrètes, susceptibles de le rendre vraiment efficace. Car cela seul encore eût suffi au gouvernement espagnol pour vaincre. On saisit là toutes les vertus de l'audace.

Qu'Hitler n'eût pas réagi par la guerre est évident pour bien des raisons. Il est clair qu'Hitler n'est pas encore prêt. Ni militairement, ni diplomatiquement. Le service militaire, en Allemagne, ne date que de deux ans et demi, et l'Angleterre, loin d'être gagnée à sa cause, ne donne même pas à Hitler l'assurance de sa neutralité. L'Italie est à peine remise de l'aventure éthiopienne. La preuve de l'impréparation allemande réside dans le fait qu'Hitler n'a pas fait la guerre pour des motifs qui lui tiennent tout de même autrement à cœur que le succès de Franco, ni pour le couloir de Dantzig, ni pour l'Anschluss de l'Autriche. Du reste, si Hitler avait *voulu* la guerre à propos de l'Espagne, il n'avait pas besoin d'attendre qu'on ait livré des armes. La guerre civile lui fournissait mille prétextes possibles: incidents comme celui du *Kameroun*, à propos duquel son bluff s'est étalé dans toute sa crudité, attaque réelle ou fabriquée d'un consulat allemand, etc. Et pourquoi, s'il est vrai qu'Hitler et Mussolini voulaient la guerre, ont-ils finalement souscrit au pacte de non-intervention? Pourquoi n'ont-ils pas réagi avec la vigueur qu'appelaient nos fascistes de tous leurs vœux à l'action russe, reprenant sa liberté et dénonçant ouvertement la duplicité fasciste? Il est évident qu'Hitler et Mussolini voient dans le soulèvement de Franco une intrigue importante certes, qu'il est bon de soutenir avec vigueur, mais qu'ils ne sont nullement décidés à pousser jusqu'à la guerre. Au reste, les récents entretiens Ciano-Von Neurath ont montré, ce qu'il était facile de prévoir, que les deux patrons de Franco commençaient déjà — la fable de la peau de l'ours est toujours bien belle! — à se dis-

puter au sujet du butin que leur valet est en train d'amasser en Espagne à grands coups de massacre.

Mais la guerre imprévisible?

C'est entendu, dira-t-on, la guerre voulue, la guerre consciente, n'aurait pas éclaté. Mais une guerre éclate rarement parce que quelqu'un l'a voulue au moment où elle a éclaté. En général, personne ne veut la guerre d'une façon nette, avouée, à une date déterminée. Le militarisme consiste bien plutôt en une politique de préparation générale à une guerre indéterminée, en une politique qui, si elle ne *veut* pas la guerre, *l'admet* comme moyen d'action et sacrifie tout à la victoire. Dès lors les guerres éclatent sans préméditation de date, simplement parce qu'un baril de poudre, un jour ou l'autre, doit nécessairement prendre feu quand on promène des torches tout autour. Ce n'est plus la guerre voulue, mais la guerre inévitable, la guerre forcée, la guerre-incident.

La thèse est fondée. Mais elle ne deviendrait applicable à l'affaire espagnole que si l'on admettait que des fournitures d'armes françaises sont forcément grosses d'incidents irréparables. Or, cela n'est pas plus juste que l'idée de la guerre voulue. Les deux idées appartiennent à ce genre de représentations apocalyptiques qu'il est si facile, dans notre époque troublée, de susciter dans les masses, et qui permettent si facilement d'excuser toutes les lâchetés. Nous demandons le droit de réfléchir, posément, froidement... et surtout concrètement, c'est-à-dire en refusant de nous gargariser de conclusions hâtives reposant sur une imago et non sur la logique. Suivons donc pas à pas une fourniture d'armes française en Espagne.

L'armement de l'Espagne n'est pas la guerre.

Nous ne sommes pas des démagogues, ni des exaltés. Nous admettons parfaitement la prudence. Nous pensons même que la seule sagesse — mais une sagesse socialiste, c'est-à-dire une sagesse ayant pour tâche de préserver le socialisme — est du côté des mots d'ordre que nous défendons ici. Donc, nous ne voyons qu'avantages à ce que, le principe de l'armement de l'Espagne étant admis, cet armement s'entoure du maximum de précautions. La bravade inutile est aussi peu socialiste que la

reculade permanente. Justement, nous avions la chance — nous avons déjà vu qu'en cette affaire les circonstances favorisaient de toutes les manières le soutien du socialisme espagnol — d'avoir une frontière commune avec l'Espagne, une frontière particulièrement sûre et tranquille à Port-Bou, où le socialisme dominait sans conteste des deux côtés. C'était un jeu de passer autant d'armes qu'on le voulait sans même qu'aucune autre puissance du monde puisse connaître exactement ces armes. Puis, on pouvait les préparer toutes, y compris les obus, de manière que, saisies sur un champ de bataille, il soit difficile de les identifier, et cela d'autant plus facilement qu'il se trouve que l'artillerie espagnole possédait les mêmes calibres que la nôtre. Les plaques d'identité pouvaient être préparées dès Paris et porter des références espagnoles. On pouvait disposer pour tous ces travaux d'un dévouement illimité des ouvriers de la métallurgie et de l'aviation, entièrement acquis à la politique de soutien actif de leurs frères espagnols. Enfin il n'était pas besoin de faire accompagner ces armes par des combattants français; il suffisait d'envoyer des techniciens pour préparer les combats au point de vue du matériel et pour ouvrir des écoles à haut rendement et à fonctionnement rapide susceptibles de former des camarades espagnols, bien sélectionnés, à l'usage de notre matériel. Ces éléments français ne risquaient pas ainsi d'entrer directement en contact avec les rebelles. Des mesures de ce genre suffisaient déjà amplement à éliminer tout possibilité d'accrochage officiel franco-allemand ou franco-italien sur le front espagnol. Et puis,imagine-t-on Hitler jetant des flammes parce qu'un de ses contrebandiers a été rencontré par un autre contrebandier? Hitler n'a rien fait pour l'arraisonnement du *Kameroun*, incident qui se passait pourtant directement de gouvernement à gouvernement. Non. ce qu'il pouvait rester de dangers objectifs dans les fournitures d'armes en Espagne n'est en rien plus considérable que ce qu'il y a de dangers de conflagration dans le moindre des actes internationaux accomplis chaque jour par tous les Etats. Certes, il est grave et intolérable que de tels dangers existent. Il faut que la conscience de ce fait redouble l'ardeur de notre campagne pour le désarmement. Mais il n'est pas sérieux, il n'est pas honnête de monter spécialement ces dangers en épingle à propos du soutien de l'Espagne. Il n'est pas honnête, de la part d'hommes responsa-

bles, d'aller promener de groupe en groupe des œillades effarouchées et des airs entendus de panique, c'est-à-dire de se servir de l'habitude qu'ont les masses de croire vite et sans examen concret, pour attiser leurs craintes au lieu de les calmer, et cela à seule fin que leur angoisse puisse justifier notre abandon.

La bourgeoisie française n'admettait pas cette guerre.

Enfin, une dernière raison, la plus forte de toutes, rendait improbable une guerre dans laquelle la France se fût rangée aux côtés de l'Espagne: c'est que la bourgeoisie française n'en voulait pas, sous aucun prétexte. Il suffit de lire une seule fois l'un de ses journaux pour voir qu'elle se moque bien de la route d'Afrique et qu'une seule chose compte pour elle, ainsi qu'il est d'ailleurs logique: étouffer le socialisme en Espagne, afin que le socialisme ne l'étouffe pas en France. Jamais l'état-major n'acceptera de faire un geste qui, fut-ce indirectement, pourrait porter secours à la république espagnole. La presse a raison, dans son jargon, de dire que la question « idéologique » prime, en face du problème espagnol, toutes les questions nationales: c'est que cette question « idéologique »-là est celle du pouvoir pour le capitalisme tout entier. Il est particulièrement navrant de voir que c'est la circonstance même que choisissent nos bons camarades de la gauche révolutionnaire pour justifier la « non-intervention » officielle par l'argument qu'elle évite au socialisme l'épreuve d'une guerre... impérialiste! Nous discuterons en annexe, d'une façon générale, le problème de la guerre. Indépendamment de la réponse doctrinale qu'on lui fournit, un fait est clair aujourd'hui, un fait domine toute la question espagnole : c'est que la bourgeoisie de ce pays ne tolérera jamais qu'une guerre fut provoquée pour soutenir l'Espagne ou comme conséquence d'un ravitaillement qu'elle hait de toute sa force. Comme la bourgeoisie reste, et de loin, la classe dirigeante de ce pays, c'est précisément son attitude qui, loin de nous inspirer la terreur de la guerre impérialiste, doit nous tranquilliser définitivement sur l'éventualité même de la guerre. Tant que la bourgeoisie ne marche pas, et tant qu'elle n'a pas été renversée, nous pouvons dormir sur nos deux oreilles : il n'y aura pas de guerre. Le seul phénomène, pourtant bien aveuglant, du défaitisme réactionnaire, annule presque totalement tous les risques de guerre. Par contre, la politique de « non-intervention » multiplie par mille les risques du triomphe fasciste. Fallait-il être bien sectaire pour choisir?

La véritable raison de la politique de « non-intervention ».

Ainsi, il n'est pas vrai que, menée avec énergie et prudence, avec rapidité et discernement, la politique de soutien officiel de l'Espagne eut entraîné des complications dans le sein du Front populaire ni des complications extérieures. Il n'est pas vrai que les radicaux eussent brisé le Front populaire. Il n'est pas vrai qu'Hitler eut déclaré la guerre. Les dangers qu'on a agité sur la tête des masses françaises n'étaient pas vrais, n'étaient pas vrais, n'étaient pas vrais.

Un seul danger était vrai, le seul qu'on n'ait pas avoué. Celui de l'opposition réactionnaire française. Dès les premiers jours MM. de Kérillis et Bailby firent de l'hystérie. Tous les cercles qui entourent le gouvernement — hommes inféodés corps et âme au capitalisme, et auxquels Léon Blum, pour ne pas les avoir chassés, paie chaque jour, sans même s'en rendre compte, un lourd tribut — ont hurlé, levé les bras au ciel, crié: « Impossible, affreux, le monde entier est contre nous ». Les plus malins ont joué l'air du pacifisme au-dessus des préférences politiques, si cher à Léon Blum, et l'ont persuadé qu'il accomplissait un geste cornélien. Les banques ont fait savoir qu'elles dénonçaient leurs crédits aux entreprises de guerre. Les capitaux allaient fuir en masse. De toutes les capitales du monde parvenaient des télégrammes alarmants de nos ambassadeurs félons. Et, dominant tout, l'opinion de droite, hommes et journaux, parlementaires et ligues, montaient le ton chaque jour. Ces messieurs les députés réactionnaires glapissaient. Ils menaçaient de rendre le Parlement invivable, sans une seconde d'interruption, jusqu'à ce qu'on ait cédé. Ces vomis de la France parlaient de tolérer et de non tolérer. La fureur atteignait le paroxysme. Bref, toutes les classes dirigeantes menaçaient d'éclater de tous leurs feux.

Instructive virulence de la réaction bourgeoise! Léon Blum aurait dû adopter comme devise envers ces messieurs: dis-moi ce que du hais, tu sauras ce que je fais. Plus la violence réactionnaire est grande, plus l'action du gouvernement devrait être nette. Hélas! c'est tout le contraire qui se produit (il est vrai qu'une opposition trop violente est incompatible avec une

bonne petite démocratie parlementaire bien douillette!). Ces hurlements de-chacals qui eussent dû entraîner la décision de notre camarade Léon Blum, si tant est qu'il avait le droit d'hésiter, ont entraîné au contraire son abandon. C'est à eux, à eux seuls, à rien d'autre, qu'on a cédé. C'est à eux qu'on a cédé déjà quand on s'est « épouvanté » des admirables occupations d'usines, et qu'on a déclaré « illégal » un mouvement qui réalisait le vieux rêve de Léon Blum: le développement de la légalité socialiste de demain dans le sein de l'illégalité capitaliste d'aujourd'hui. C'est à eux qu'on a cédé quand on a borné le souffle républicain qui devait régénérer les cadres de l'Etat à une brise si timide qu'il eut mieux valu qu'elle ne se manifeste pas. C'est à eux qu'on a cédé quand on a renoncé à dresser devant les cavernes des grosses entreprises bourgeoises l'unique machine à empêcher la hausse des prix: la potence. C'est à eux qu'on a cédé quand on a laissé aux ligues une liberté scandaleuse. On ne cède pas aux sollicitations, aux supplications pressantes, aux objurgations pathétiques de la masse généreuse du Front populaire et des frères mourants d'Espagne réclamant des armes. Mais on cède aux cadres inamovibles de l'Etat bourgeois et aux « élites » dirigeantes du pays, qui accomplissent, dans le temps même que le gouvernement leur cède, envers lui, la fonction qu'ils accomplissent vis-à-vis du peuple: dévoyer, abâtardir, étouffer. On ne cède rien à ceux qui vous portent. On cède tout à ceux qui vous tuent. Et tout cela pourquoi? Pour ramener la prospérité, comme s'il fallait d'abord que la société fût restaurée dans sa norme capitaliste pour qu'on puisse faire du socialisme! Pour ramener la paix sociale. Parce que, soit-disant, le Front populaire ne prescrivait pas de guérir le monde du capitalisme, mais de guérir le capitalisme de sa crise. Il en était ainsi, peut-être, de son programme. De la lettre du programme, peut-être. Mais c'est trahir le Front populaire que de s'astreindre à la lettre de son programme. Le vrai Front populaire était dans le cerveau et dans le cœur des masses qui l'ont fait. Et ce que les masses entendaient par « Front populaire », ce qu'elles désiraient obtenir, elles l'ont clairement signifié en Juin. Le Front populaire réel, historique, concret, celui des hommes vivants, c'était le chemin du socialisme. C'est aux hommes qu'il faut être fidèle, Léon Blum, à leur chair meurtrie du présent et à leur soif ardente d'avenir, et non pas aux

parchemins. Hélas! les « cadres du régime » qu'on devait, soit-disant, s'interdire de franchir, s'évanouissaient tout seuls. Il fallait que le Front populaire, pour pouvoir ne pas les franchir, commence par les restaurer! Et les restaurer comment? En pleine crise et en pleine fascisation des classes dominantes, c'est-à-dire contre leurs possibilités pratiques et contre leur volonté politique. Voilà les grandes idées du règne, voilà les illusions — impardonnables depuis l'expérience tragique et sans gloire de la social-démocratie allemande — au nom desquelles, pour faire une politique de paix sociale, on aboutit à une politique de suicide populaire. Encore une fois, il faut le crier, parce que c'est vrai. Ce n'est pas la guerre qu'on a craint. C'est la réaction. Le soutien de l'Espagne nous eut engagé trop crument et trop vite dans la voie socialiste, tant par la contagion directe de la révolution espagnole que par la nécessité de répondre avec violence au refus violent de la bourgeoisie. C'est cela qui a épouvanté. C'est cela qui a tout freiné. C'est le socialisme qu'il s'agissait de défendre. C'est le socialisme qu'on a craint. Et c'est le Parti socialiste français qui l'a craint. Voilà la vérité. Tout le reste est mensonge, mensonge envers soi même ou mensonge envers les autres.

IV

LES CONSEQUENCES DE LA « NEUTRALITE » ET LES DERNIERS RETRANCHEMENTS DES « NEUTRALISTES »

Les effets de cette brillante politique n'ont pas tardé à se faire sentir. Si l'opinion avait la moindre notion de logique, il y a longtemps que la honte serait lavée.

Nos frères écrasés.

Premier effet, le plus grave de tous: les antifascistes espagnols risquent d'être battus. Une supériorité écrasante d'armements a raison de leur supériorité écrasante en nombre, en enthousiasme, en courage. L'étau sanglant se resserre autour de l'admirable révolution. Des dizaines de milliers d'hommes, parmi les meilleurs, sont déjà tombés. Des souffrances indicibles, des sacrifices souvent irréparables, endeuillent l'Espagne

socialiste. Toutes ces horreurs auraient pu être évitées. Au lieu du recul terrible du socialisme en Espagne, on aurait assisté à un rapide et grandiose triomphe. On aurait vu tout un peuple, après sa libération, d'un coup de reins vigoureux, de la pieuvre fasciste et cléricale, un peuple unanime depuis le paysans le plus pauvre des campagnes les plus dénudées jusqu'à l'intellectuel le plus évolué des villes les plus modernes, un peuple merveilleux d'élan, de courage, de simplicité et de fermeté, dresser sur l'Europe branlante l'arbre vivant du socialisme, et le fascisme international, atterré, reprendre le chemin des tombes d'où il était sorti. Et ceux qui, en France, devraient sentir que c'est là le seul spectacle digne de leurs efforts et digne de leur vie, acceptent sans mot dire d'en être frustrés et verrouillent avec rage la porte derrière laquelle, par leur faute, un peuple entier est crucifié.

Le fascisme encouragé.

Voilà sans doute qui importe bien peu devant le Front populaire français consolidé, devant la paix maintenue.

Front populaire consolidé? Ah! l'amère dérision! L'impunité de la rébellion fasciste en Espagne et la reculade du gouvernement français devant le chantage réactionnaire ont décuplé les forces du fascisme en France. On peut même dire que c'est du jour où il a vu réussir, en Espagne, une insurrection fasciste contre la majorité du peuple, que notre fascisme a retrouvé l'espoir perdu depuis le 3 mai; que c'est du jour où il a vu le Front populaire français faillir à ses devoirs de solidarité et baisser le genou, en dépit de la gravité de l'enjeu, devant les menaces conjuguées de messieurs Hitler et de Kérillis, qu'il a relevé la tête. C'est du jour où ils ont vu qu'aucun front de contre offensive n'était édifié par le socialisme à Paris pour prolonger le front du socialisme de Madrid, que les radicaux de droite se sont senti tout permis. C'est du jour où le gouvernement leur apportait, de lui-même, la tête de la révolution espagnole, qu'ils se sont sentis armés pour lui demander la tête du prolétariat français. Le Front populaire continue, certes, mais sous la houlette du radical-capitalisme. Il s'est marqué d'une tache indélébile, qui lui coûtera la vie. Et il est tellement vrai qu'en Espagne se joue le sort de toutes les démocraties, qu'on peut suivre pas à pas, jour par jour, devant nos

yeux, les progressions parallèles de Franco et de La Rocque. Chaque jour qui passe donne un peu plus au fascisme international l'habitude de la solidarité réactionnaire et la sensation que lui seul a le droit d'intervenir dans tous les pays du monde pour défendre son drapeau. Chaque coup tiré à Madrid tue deux êtres vivants en même temps: un milicien du peuple espagnol et une cellule de la liberté française!

La guerre précipitée.

Paix maintenue? Qui donc osera soutenir cela sans rire? Qui ne voit que l'avance de Franco en Espagne est celle de la guerre sur l'Europe? Qui ne voit les intrigues impérialistes auxquelles elle sert d'abri? Qui ne sait que Mussolini convoite les Baléares, Hitler les Canaries, que l'Angleterre, qui ferme les yeux aujourd'hui, demain sentira sa Méditerrannée menacée? Qui ne voit se multiplier ainsi les points de friction sur la carte du monde? Qui ne voit les forces du militarisme croître plus vite? Qui ne comprend qu'avec la victoire de Franco c'est une nouvelle puissance militaire qui s'édifie, aggravant l'assujettissement des peuples au fardeau intolérable des armements? Qui ne sent grandir avec le territoire occupé en Espagne par les soudards de Franco, les ferments de barbarie, les ardeurs de l'obscurantisme clérical, les soifs sanguinaires des forces de violence, de rapines et de massacre, dans tous les pays du monde, en France autant qu'en Allemagne?

Martyr de l'Espagne, encouragement au fascisme, désarroi du Front populaire, progrès rapide de la guerre, menace de mort pour le socialisme et la civilisation, voilà le bilan de la politique dite de « non-intervention » du gouvernement français de Front populaire.

L'action autonome du prolétariat.

Marceau Pivert (1), qu'un tel bilan bouleverse et effraye, mais qui n'en soutient pas moins la politique de notre camarade

(1) Notre camarade Marceau Pivert fait parti du « Comité pour la Révolution espagnole » qui édite cette brochure et lui apporte un concours précieux. Ce seul fait montre combien le Comité respecte et pratique la liberté de pensée.

Léon Blum, s'en tire en disant « tout cela ne serait pas arrivé si, au lieu de passer son temps à demander au gouvernement qu'il effectue un ravitaillement qui, de sa part, pouvait être dangereux, le prolétariat avait assuré sa solidarité révolutionnaire par ses propres moyens ».

Certes, la « gauche révolutionnaire », bien supérieure en cela aux autres tendances du Parti, agit du moins en conformité avec ses actes. Il est notoire qu'elle est l'organisation française qui, en dehors de la C.G.T., se dévoue le plus pour le soutien de la révolution espagnole. Ceci ne nous met que plus à l'aise pour lui dire fraternellement que son argumentation sur l'action autonome du prolétariat n'est rien d'autre, objectivement, qu'une échappatoire difficilement admissible.

Que le prolétariat mette en œuvre le maximum de moyens d'action, directe ou indirecte, légale ou illégale, pour aider ses frères espagnols par ses propres forces, tout le monde y applaudira. Il est certain que la plupart des organisations ouvrières ne s'attachent pas avec assez d'allant, assez de confiance à cette besogne. Il est bon qu'une aile particulièrement consciente du mouvement ouvrier, telle que la gauche révolutionnaire, s'emploie à insuffler plus d'ardeur aux éternels vaincus par avance. Il est excellent qu'elle fasse revivre la conception et les pratiques de l'action directe. Mais il serait souhaitable aussi qu'elle en comprenne clairement les limites... ou les ambitions.

Que peut exactement l'action directe du prolétariat dans des domaines tels que le ravitaillement d'un pays en armes ou le sabotage du ravitaillement adverse? Si cette action directe reste dans les cadres du régime, très peu. Si elle veut réaliser davantage, il lui faut devenir révolutionnaire.

Le prolétariat ne peut pas fabriquer des marchandises suivant son bon plaisir. Il ne peut pas consacrer ses heures de travail et l'outillage des usines à sortir des produits pour son propre compte, contre la volonté des patrons. S'il veut travailler en dehors de ses heures salariées, il a encore besoin des ateliers du patron. Le prolétariat est trop pauvre, trop dispersé, trop occupé pour édifier et faire marcher des ateliers à lui. Ou alors, il faut qu'il impose son programme de production au patronat par la force, autrement dit, il faut qu'il socialise les usines. Le prolétariat français peut un peu plus facilement assurer le transit d'armes qu'il aurait achetées dans d'autres pays au compte

du gouvernement espagnol. Mais il se heurte d'abord à la difficulté de trouver des armes à l'étranger, difficulté créée par l'initiative de « non-intervention » prise par son propre gouvernement; il se heurte ensuite, pour la même raison, aux douaniers de ce même gouvernement — et une entente tacite entre le gouvernement et lui ne pourrait pas faciliter grandement la contrebande, étant donné la surveillance étroite des cadres réactionnaires de l'Etat qui guettent la moindre infraction au pacte qu'ils ont réussi à faire signer par le gouvernement; le prolétariat se heurte enfin et surtout à l'impossibilité matérielle d'assurer le trafic. Il ne peut, en effet, disposer que d'instruments de transport privés tels que des camions, à grand peine un petit bateau. Or c'est des trains entiers qu'il faudrait. Les cheminots ne peuvent pas réquisitionner, charger, armer et convoyer à travers la France les trains dont ils auraient besoin. Là encore, le prolétariat ne pourrait accomplir dignement sa tâche qu'en poussant son action directe jusqu'à la socialisation forcée des moyens de transport. Et cela est tout naturel. Le ravitaillement en armes et munitions d'un pays tout entier constitue une œuvre économique de grande envergure. Supposer qu'elle puisse être accomplie par l'action directe du prolétariat, c'est supposer que le prolétariat domine l'économie, c'est supposer qu'il est devenu la classe dirigeante de la société. Ne crois-tu pas, cher camarade Pivert, que nous sommes encore bien loin du compte?

En temps normal le prolétariat aurait pu davantage empêcher le ravitaillement des rebelles. Le sabotage est plus accessible à l'action directe d'une classe encore inférieure que la création autonome. Malheureusement..., les temps ne sont pas normaux. Les pays qui assurent le ravitaillement des fascistes espagnols sont fascistes eux-mêmes. Cela signifie que les organisations ouvrières y sont détruites, annihilées. Et elles le sont effectivement, hélas, à un degré jamais encore réalisé par aucune terreur passée. Tout le monde sait qu'il faut, en Allemagne ou en Italie, des journées d'efforts pour qu'un opposant puisse passer à un autre opposant un écrit imprimé sur du papier à cigarettes. Comment supposer dès lors que les ouvriers de Krupp soient à même de saboter en grand les armes qui leur sont commandées? Pour fausser un seul écrou, il leur faudrait déployer non seulement des trésors de courage, mais encore des

trésors d'ingéniosité! Il est encore plus difficile que les dockers refusent de charger des bateaux, que les marins les empêchent de naviguer. Et quand, parfois, — infiniment rarement — ces bateaux font escale dans des ports français, il est encore plus impossible d'intervenir — surtout quand on craint les risques de guerre autant que le font nos camarades de la « gauche révolutionnaire », car le droit maritime international assure à tel point la liberté des navires dans les ports — sauf cas de guerre ou d'opposition préalablement déclarée — qu'il oblige les autorités d'un port à mobiliser la force publique dont ils disposent pour empêcher toute tentative éventuelle d'immobilisation d'un navire étranger faisant escale dans ce port. Admettre que le prolétariat puisse exercer un sabotage efficace est moins gros de conséquences, certes, que d'admettre qu'il puisse de lui-même ravitailler un pays; mais c'est encore admettre qu'il dispose au moins d'une grande liberté d'action, c'est donc supposer qu'il n'y a plus de fascisme, c'est, dans une certaine mesure, supposer le problème résolu. Cette liberté d'action existant en France, il est évident qu'il y a au moins un sabotage qui doit être exercé, et Marceau Pivert a raison d'en renouveler sans cesse l'exigence: c'est celui des fournitures d'armes françaises aux rebelles! D'ailleurs, dans ce domaine, le laisser faire du gouvernement français est plus grave que celui du prolétariat, car, si l'un procède d'une dangereuse passivité, l'autre frise la complaisance. Encore faut-il se rendre compte que, même si un redressement total était réalisé sur ce point, on n'aurait encore réalisé que bien peu. Car l'immense majorité de l'armement de Franco vient d'Allemagne et d'Italie.

Ainsi donc il est complètement illusoire d'imaginer que l'action directe du prolétariat puisse assurer comme il convient le ravitaillement des uns et le non-ravitaillement des autres. Les déclarations des camarades qui s'emploient avec un courage et une ardeur admirables à la contrebande des armes en faveur de l'Espagne socialiste, camarades dont la plupart appartiennent d'ailleurs à la gauche révolutionnaire ou sympathisent avec elle, sont unanimes sur ce point : là où il faudrait un train, nous passons une caisse. Là où il faudrait dix canons, nous passons dix revolvers. Et quand le prolétariat aura fait le maximum d'action directe, au lieu d'une caisse on en passera cinq et au lieu de dix revolvers, deux mitrailleuses. Ici comme en ce qui concerne le ravitaillement secret soi-disant opéré par notre gouvernement, il est criminel de se consoler avec des chimères. Tant que nous ne changerons pas la politique dite de « non-intervention », nous en serons réduits à de dérisoires gouttes d'eau dans un océan.

Conséquences du soutien prolétarien direct.

Si l'idée d'assurer nous-mêmes le ravitaillement de l'Espagne ne venait pas de camarades aussi manifestement sincères que Marceau Pivert, on pourrait dire qu'elle est démagogique. Elle est, du moins, objectivement démagogique tant que « l'action autonome de classe » qu'elle préconise respecte les cadres du régime actuel. Or précisément, nous répondra Marceau Pivert, j'envisage si peu de la maintenir dans les cadres du régime que je proclame que l'une de ses vertus essentielles est de concrétiser, de forcer et d'accélérer le progrès de la révolution. Dans ce cas, Marceau Pivert, nous sommes cent fois d'accord. C'est bien, en effet, une raison de plus d'activer le soutien prolétarien direct — en dehors de la raison que constitue notre devoir de solidarité — que le fait que ce soutien nous posera rapidement des tâches révolutionnaires. Encore faudrait-il qu'on s'entende clairement sur ce que cela signifie. Les tâches en question dresseront, en effet, ceux qui voudront les accomplir contre le gouvernement, contre le gouvernement actuel du Front populaire, avec une netteté d'autant plus grande que ce gouvernement s'est plus nettement prononcé pour le blocus de l'Espagne. Le principe même du recours à l'action directe contient déjà une déclaration de guerre au gouvernement. Il signifie que le prolétariat se plaint amèrement des chaînes que le Pouvoir impose à l'exercice de la solidarité internationale; il demande à être prolongé et appuyé par une campagne générale d'opposition. Le sens d'une telle campagne, quelles que soient les précautions de forme dont elle s'entourerait, ne saurait être qu'une dénonciation du blocus officiellement pratiqué et l'exigence de voir s'instaurer un gouvernement décidé à ravitailler l'Espagne socialiste avec toute l'ampleur nécessaire. Quant aux nécessités pratiques de socialisation ou de réquisition qu'entraîne le ravitaillement autonome prolétarien, elles ne sont pas moins directement ni moins violemment opposées à la politique du gouver-

nement, lorsqu'on sait avec quelle obstination celui-ci refuse de toucher aux cadres du régime.

Ainsi, Marceau Pivert, ton action en faveur d'un soutien prolétarien direct est contraire à ta volonté tactique de ménager le gouvernement. Si, comme tu en es désireux, comme nous en sommes tous désireux, tu veux éviter le divorce entre le gouvernement et les masses, tu dois réclamer du gouvernement ce que tu incites les masses à faire. Le plus curieux est que Marceau Pivert pousse bien la logique de l'action autonome de classe jusqu'à dire que le gouvernement actuel de Front populaire est un gouvernement bourgeois, mais qu'il tire de cet énoncé la conclusion pour le moins inattendue que... précisément parce qu'il est bourgeois, nous ne devons rien lui demander en ce qui concerne l'Espagne, rien lui « mendier » pour employer une expression utilisée chaque fois qu'on veut couvrir un abandon sous un masque de fierté. Il est déjà surprenant que le fait, pour un gouvernement, d'être bourgeois, puisse être reconnu comme une excuse valable par des socialistes. Il est encore plus étrange que l'argument ne soit même pas, en réalité une excuse, mais qu'il semble aux yeux de Marceau Pivert *justifier* le gouvernement de ne pas avoir fait ce qu'il voudrait que fissent seulement les masses (qui ont élu ce gouvernement). Marceau Pivert a écrit, en effet, que Léon Blum, plus courageux en cela qu'on ne le soupçonnait, avait, par son initiative, sauvé le socialisme en évitant la guerre impérialiste. Nous examinerons en annexe s'il est possible d'imaginer qu'une guerre menée pour le soutien de l'Espagne rouge puisse être impérialiste. Quoiqu'il en soit pour l'instant, Marceau Pivert a bel et bien félicité, pour services rendus au socialisme, un gouvernement que le mot d'ordre du soutien prolétarien direct l'obligeait par ailleurs à caractériser comme un gouvernement bourgeois. Mais, admettons encore que la fameuse « dialectique » hégélienne permette à Marceau Pivert de sortir de cette contradiction. Son raisonnement en contient une autre, la plus grave de toutes, à laquelle il ne saurait échapper. Aucun argument, aucune réserve, aucun recours, aucune circonstance imaginable ne sauraient permettre à un socialiste de conclure du fait qu'un gouvernement est bourgeois au fait... qu'il faut s'abstenir de rien lui demander. Si le gouvernement est bourgeois, Marceau Pivert, il faut le combattre (c'est d'ailleurs, nous l'avons montré, tout le sens du recours

à l'action directe). Et s'il ne faut pas le combattre c'est que, par quelque côté, il n'est pas, ou du moins pas exclusivement, un gouvernement bourgeois. Tu ne sortiras pas de là, Marceau Pivert. Tu en sortiras d'autant moins que tout le reste de ton action dans le Parti socialiste témoigne de ta conviction que la seconde alternative est la vraie : ce gouvernement n'est pas un gouvernement bourgeois. Il n'a pas été voulu comme tel. Il n'a pas été construit comme tel. Le Front populaire qu'il incarne — c'est Pivert qui le crie chaque jour — était quelque chose de révolutionnaire. Et si le gouvernement en arrive à agir en gouvernement bourgeois, ce n'est pas parce que c'était « normal », c'est parce qu'il aurait trahi. Une preuve de cet état de choses empruntée à un domaine secondaire, mais particulièrement sensible puisqu'elle nous est administrée par Marceau Pivert lui-même, réside dans le fait qu'il a pu accepter d'apporter son concours à ce gouvernement. Si le gouvernement était bourgeois — fût-ce « malgré lui » —, un militant comme Marceau Pivert, dont l'honnêteté révolutionnaire est au-dessus de tout soupçon, n'aurait pas accepté d'y collaborer. Le jour où on pourra vraiment dire que le gouvernement est bourgeois, la place qu'occupe Marceau Pivert dans les conseils du gouvernement sera disponible pour un autre.

La position de l'I.O.S.

Il est manifeste que la gauche révolutionnaire est réduite ici à une gymnastique verbale qui ne peut que semer la confusion dans les esprits. Dans ces derniers jours elle a tenté d'opérer un certain redressement de son inexplicable position en votant un texte de Zyromsky réclamant la « reconsidération » de la politique d'abandon. Malheureusement elle en a disjoint et écarté un paragraphe où Zyromsky réclamait courageusement que la cessation du blocus fut, *au besoin*, décidée par la France seule et son redressement s'est borné de ce fait à adopter un point de vue préalablement cautionné et officialisé par l'Internationale et qui, s'il préconise la « reconsidération », la subordonne en même temps à l'accord de toutes les puissances dites démocratiques, c'est-à-dire pratiquement à l'accord du cabinet de Londres. On doit remarquer que, si la gauche révolutionnaire a bien raison de stigmatiser les défaitistes de l'action directe en montrant qu'ils ne savent pas remuer sans la permis-

sion de la bourgeoisie, il est bien navrant qu'elle ne comprenne pas qu'elle ne fait pas autre chose, à l'échelle internationale, lorsqu'elle considère que le retour à la liberté du commerce pour l'Espagne n'est possible qu'avec l'autorisation de l'Angleterre. Pardon, nous dira-t-on, il s'agit dans un cas d'un effacement devant l'interdiction de sa propre bourgeoisie, tandis que, dans l'autre cas, nous n'acceptons qu'une bourgeoisie étrangère commande notre conduite qu'en raison de notre exclusif souci de sauvegarder la paix. Cette argumentation est inadmissible dans la bouche de Marceau Pivert. Car il est non seulement évident qu'une revision de la politique actuelle de blocus sera d'autant plus grosse de dangers qu'elle associera plus de puissances dans une accusation commune d'hypocrisie envers les puissances fascistes (l'unanimité de l'époque éthiopienne étant de toute façon exclue), mais il est encore bien plus évident que ces dangers proviendront d'autant plus des inavouables heurts d'intérêts capitalistes que le gouvernement conservateur de Londres se sera montré plus enclin à sacrifier sa sympathie profonde pour le fascisme espagnol. L'accord anglais ne saurait être obtenu que le jour où Sir Anthony Eden estimerait qu'il s'accumule vraiment trop de gêneurs sur la route des Indes. M. Yvon Delbos, qui n'abandonnerait lui-même la politique du blocus que pour des raisons toutes semblables, peut se sentir en pleine communion avec un tel processus de reconsidération (*). Marceau Pivert, lui, qui tire toute sa fougue « neutraliste » du seul spectre de la guerre impérialiste, de la seule affirmation que la guerre qu'engendrerait la rivalité des fournitures d'armes en Espagne serait une guerre purement impérialiste, n'a pas le droit de marcher sur les mêmes brisées.

Nous ne sommes d'ailleurs pas opposés aux tentatives d'établissement d'un front unique franco-anglais pour la reconsidération et cela dans la mesure où nous nions qu'une guerre puisse résulter du soutien de l'Espagne gouvernementale, et où nous

(*) En réalité, ni M. Eden, ni M. Delbos n'abandonneront le blocus pour des raisons impérialistes, car leur besoin d'étouffer le socialisme en Espagne est plus fort que leur besoin « national » d'en écarter d'éventuels alliés d'Hitler et de Mussolini. Ces messieurs ne sauraient abandonner le blocus que sous la pression populaire.

nions encore plus formellement que si elle éclatait elle puisse avoir un caractère impérialiste). Nous pouvons même dire plus : le gouvernement français est précisément condamnable en ce qu'il n'a jamais œuvré avec assez d'énergie pour entraîner l'Angleterre dans une politique qu'il n'a même, peut-être, jamais désirée. (Et pourtant il était si facile de galvaniser l'opinion travailliste et libérale!) Nous n'en sommes donc que plus à l'aise pour déclarer que la position de l'I.O.S., excellente dans son intention, est inacceptable si elle fait de l'accord diplomatique préalable la condition de la levée du blocus. Qu'on ne dise pas qu'en reprenant seule sa liberté d'action, la France rejette forcément l'Angleterre dans un entêtement aggravé à maintenir sa neutralité. Si notre pression amicale sur le cabinet de Londres persiste et s'intensifie, notre initiative ne pourra que précipiter sa décision. Ce serait bien le seul cas où il y aurait un sens à « piquer » quelqu'un « d'honneur », car l'honneur signifierait, cette fois, la fidélité aux principes démocratiques. Il est, du reste, d'autant plus impossible de ne pas appliquer la thérapeutique Blum précisément dans le seul cas où elle aurait une vertu réelle, que la thérapeutique contraire permettrait tous les abandons. Qui ne connaît les lenteurs meurtrières de la diplomatie? Qui ne voit combien nous favoriserions l'étouffement du problème si nous nous condamnions d'avance à n'admettre d'autre solution et d'autre procédure que celles de Londres? Or, le temps presse. Quand nous aurons vaincu la première des cent cinquante réticences de M. Eden, le fascisme aura peut-être conquis le quart ou la moitié de ce qui lui reste encore à conquérir. Pendant que nous nous époumonnerons dans les couloirs du Foreign Office, nos frères mourront par milliers sur les fronts de l'Espagne. Cela est intolérable. Action diplomatique, oui! Tant qu'on voudra. La plus vigoureuse sera la meilleure. Mais action directe aussi, action indépendante et courageuse de notre gouvernement. Avec l'Angleterre si on peut. Sans elle s'il le faut. Rien ne doit écarter de nos cerveaux et de nos volontés cette revendication primaire : de l'aide pour l'Espagne!

Tout se paie

Nous ne dissimulons pas que, plus on va, plus le redressement devient difficile. Une faute en entraîne une autre. La politique d'abandon aggrave les risques qu'un soutien courageux

eût écartés; plus même : elle les engendre. C'est maintenant, maintenant seulement, que notre dérobade a poussé Hitler et Mussolini à s'engager à fond, maintenant que nous avons avalisé, voire consacré l'hypocrisie de la neutralité, que le ravitaillement du gouvernement espagnol secouerait violement l'échiquier européen et qu'il revêtirait la forme d'une action purement partisane. Ce n'est que maintenant, que nous avons déjà tant cédé, que la droite radicale a déjà tant conquis sur notre faiblesse, qu'elle pourrait se moquer de notre énergie et qu'une revision de la politique qu'elle a imposée risquerait de menacer l'existence (du moins l'existence parlementaire) du gouvernement Léon Blum. Malgré tout, il n'est pas encore trop tard. La puissance populaire et les vertus de l'audace restent suffisantes pour permettre un redressement. Et que ceux qui seraient tentés de s'installer dans le crime de la « non-intervention » fassent grandement attention! Les uns croient la partie perdue en Espagne et n'entendent pas dépenser leur maigre capital de courage pour une cause désespérée — c'est peut-être là le fond même, le fond psychologique, de la politique officielle du gouvernement. Les autres sont certains que la république espagnole emportera la victoire quoiqu'on fasse, et estiment inutile d'encombrer la diplomatie française d'exigences intempestives de solidarité prolétarienne. Les uns et les autres se trompent. Le triomphe de la république espagnole n'est pas plus fatal que son écrasement. L'issue dépend de nous. Si nos frères sont défaits par notre lâcheté, nous aurons creusé notre propre tombe. S'ils sont victorieux malgré notre désertion, nous n'en serons pas pardonnés pour cela, nous n'en aurons pas moins failli à notre idéal et retardé, peut-être compromis, notre propre libération. Dans les deux cas nous nous serons marqués d'une flétrissure ineffaçable. Dans les deux cas la faute aura été grave et devra être lourdement payée. Elle n'est pas encore absolument irréparable aujourd'hui. Mais il n'y a plus une minute à perdre!

V

CONCLUSION

Il est temps, maintenant, de conclure.

Nous avons patiemment fait le tour de tous les arguments dont pouvait se parer la politique d'abandon. Nous avons consacré une analyse complète jusqu'aux motifs d'hésitation les moins avouables. Partout la réponse du socialisme était la même. Partout la vie rendait le même écho: des armes, des armes, des armes pour l'Espagne antifasciste.

De chacune de ces réflexions, le problème sortait plus simple, plus violent, plus lumineux. Le socialisme se bat en Espagne contre les armes du fascisme. Si le gouvernement de Paris ne lui envoie pas d'armes, il le poignarde dans le dos. Avec la République espagnole, toute liberté sur le monde est irrémédiablement perdue pour des décades. Ce n'est même plus une question de vie ou de mort. Il s'agit d'un triomphe certain ou d'une faillite ignomigneuse. Par l'abandon, tous les dangers. Par le soutien, tous les espoirs.

Le plus grave, c'est qu'il faille des brochures pour le crier. Sera-t-il dit que, dans ce pays, qui s'était toujours honoré de ses réactions généreuses, dans ce pays qui n'avait jamais encore vu perpétrer un crime dans le monde sans saigner, sur cette terre classique de la liberté, on verra les fils de la liberté se faire complices des entreprises de l'esclavage ? N'y a-t-il donc plus, en France, d'ardeur, de flamme, de probité ? Fallait-il attendre la victoire du Front populaire pour assister à l'effondrement du courage ? Est-ce du jour où les organisations socialistes ont acquis plus de force que jamais que l'homme est devenu un étranger en France ? Est-ce du jour où le socialisme a occupé le gouvernement que le socialisme a quitté les cœurs ?

Frères socialistes, camarades d'un Parti qui n'a qu'à vouloir pour être grand, réveillez-vous ! Secouez votre torpeur. Secouez les arguties. Secouez les lâchetés. Abandonnez-vous à ce qu'il y a de plus noble en vous, et de plus solide aussi. Alors, vous entendrez bien plus que la voix de votre raison, plus encore que la voix de votre idéal, vous entendrez la voix de votre instinct, de votre instinct le plus animal peut-être, mais le plus haut, vous crier :

ASSEZ DE BLOCUS !
ASSEZ D'ASSASSINATS !
ASSEZ DE HONTE !
DES ARMES POUR L'ESPAGNE !
TOUT AVEC L'ESPAGNE !
TOUT POUR L'ESPAGNE !

ANNEXE

LE PROBLEME DE LA GUERRE

L'excuse suprême.

Les camarades qu'inquiète le bilan de la politique dite de « non-intervention », ceux même qu'il indigne et qu'il humilie, restent souvent accrochés à l'argument suprême: il fallait éviter la guerre. Inlassablement, ils en reviennent là. On croyait l'argument écarté. Ils le reprennent. Ils disent: d'accord avec vous pour estimer que notre soutien actif de l'Espagne n'aurait très probablement pas amené la guerre. Seulement, voyez-vous, la guerre est une chose si épouvantable que, n'aurait-elle eu qu'une chance sur mille d'éclater, que Léon Blum était justifié, sinon de tout sacrifier et d'aller jusqu'à prendre lui-même l'initiative de l'abandon, du moins de mettre une sourdine à notre soutien, du moins de peser longuement chacun de ses gestes. Et je ne vous suivrai pas, nous dira ce camarade, tant que vous ne vous serez pas expliqué vous aussi sur cette éventualité.

Satisfaisons donc ceux de nos camarades que harcèle l'angoisse de la guerre et qu'ébranle la complexité du problème. Mais disons nettement que nous le faisons exclusivement par loyauté, pour ne pas laisser à nos lecteurs l'impression que nous esquivons un débat délicat. Nous ne faisons que suivre des inquiétudes que nous ne partageons pas et qu'il n'y avait pas lieu de partager à propos de l'armement de l'Espagne; nous acceptons de raisonner sur les conséquences de l'hypothèse de la guerre, mais nous n'admettons nullement cette hypothèse elle-même. Les pages qui suivent auront par conséquent le caractère d'une exégèse, mais une exégèse très importante puisqu'elle tourne autour de la plus grave des préoccupations humaines de l'heure.

Et disons tout de suite, pour bien marquer nos responsa-

bilités: si la guerre avait pu sortir du soutien que nous aurions accordé à l'Espagne, eh bien, il fallait persévérer dans le soutien et accepter cette guerre. C'est pourquoi nous pouvons ajouter maintenant, à ce que nous avons dit plus haut sur l'excellence d'un soutien soucieux de maintenir la paix, que si un tel soutien s'était avéré réellement impossible, plus même : s'il s'était simplement avéré insuffisant, il aurait fallu aller jusqu'au bout, et envoyer un corps d'armée au delà des Pyrénées.

Contre l'indignation hypocrite.

Aussitôt, tous nos camarades « neutralistes » de s'écrier: le voilà bien le bout de l'oreille. Vous acceptez la guerre. Vous êtes un abominable belliciste.

Le plus grave dans cette accusation n'est pas qu'en disant cela, on franchisse aisément... et malhonnêtement l'abîme qu'il y a entre accepter d'envoyer un corps d'armée si on ne pouvait pas faire autrement et s'efforcer de l'envoyer par tous les moyens, entre admettre une guerre si elle doit éclater et prôner cette guerre.

Le plus grave, c'est que l'indignation contre nous sera hypocrite. Car on en accepte, du côté du gouvernement et de ses partisans, de bien autres, en fait de guerres !

On accepte d'abord et cette disposition est à peu près unanime dans l'ensemble du monde ouvrier, la possibilité d'une guerre de défense de l'U.R.S.S. Est-il honteux dès lors de mettre la révolution espagnole sur le même pied que la révolution russe (et nous avons dit qu'en réalité elle était bien plus précieuse pour le socialisme que la révolution russe) ? Est-il inconséquent d'envisager, contre ceux qui étranglent l'Espagne, les mêmes sanctions, avec les mêmes risques, que celles que prévoit le pacte franco-soviétique contre les candidats à l'étranglement de la Russie ? N'y a-t-il pas, dans un cas comme il y aurait dans l'autre, agression extérieure contre l'intégrité d'une république pacifique ?

Cette considération, pourtant bien élémentaire, rejoint le problème qu'avait posé la conquête de l'Ethiopie par Mussolini. Laval tenait alors exactement le raisonnement qu'on nous tient aujourd'hui. Il déclarait que, sévir contre l'agresseur, c'était le provoquer à la guerre. Il n'y a pas jusqu'au jargon popularisé par cette triste politique qui ne refleurisse aujourd'hui: on

entend, jusque dans la bouche de notre camarade Léon Blum, les mots de « localisation du conflit », « paix d'abord », « neutralité » (eh oui, Laval, aussi, prétendait qu'en refusant de pénaliser Mussolini, il restait neutre entre les deux combattants). Profitons de ce rappel historique pour remarquer qu'à cette époque Léon Blum savait dénoncer comme il convient le mensonge de la guerre provoquée par les sanctions.

On pourrait penser, peut-être, que son argumentation d'alors, basée sur l'universalité de la volonté sanctionniste, ne tient plus dans les circonstances actuelles, où l'Angleterre nous ferait défaut. En revanche, les sanctions, alors, s'attaquaient directement à la puissance responsable, à la métropole, tandis qu'aujourd'hui Hitler ne serait frappé que dans l'un des pions qu'il manœuvre en contrebande sur un front qui n'est pas directement le sien; et encore ne s'agit-il pas de frapper ce pion lui-même, mais seulement de ravitailler son adversaire ! La vérité c'est que, dans les deux cas, les risques de guerre étaient minimes, pour ne pas dire inexistants.

Ainsi donc, identité de la politique actuelle avec la politique lavalienne de triste mémoire. Cette identité est particulièrement intéressante à mettre en évidence dans ses conséquences profondes, dans sa signification historique. Léon Blum s'était attaché avec juste raison à montrer que la dérobade devant le chantage mussolinien mettait en cause les principes mêmes de la paix, puisqu'elle avalisait une agression qui pourrait par la suite servir de précédent à tous les agresseurs, puisqu'elle reconnaissait la loi du plus fort, puisqu'elle accordait au militarisme le droit de menacer et qu'elle imposait au pacifisme le devoir de s'incliner.

Or, un danger identique, d'une portée plus vaste encore, est alimenté aujourd'hui par la politique de Léon Blum. Si c'est en effet le désir d'éviter la guerre qui l'a déterminée, c'est que le fascisme menaçait, et que nous nous sommes inclinés. Le précédent ainsi créé est d'autant plus redoutable qu'il légalise la forme la plus hideuse la plus grave, la plus insolente du fascisme: celle de l'insurrection intérieure armée. Si nous acceptons aujourd'hui de préférer la paix à la défense antifasciste espagnole, qui ne voit que demain nous devrons lui sacrifier nous-mêmes ? Que ferons-nous si, demain, Hitler menace de déclencher la guerre à propos d'une réalisation politique française qui lui déplairait ? Car le succès de son valet en Espagne ne peut que l'encourager

à faire chanter le monde entier. Devrons-nous accepter de ne pas faire de socialisme chez nous pour ne pas avoir la guerre? Quelle raison dès lors aurions-nous d'exister ? Il faudra que tous nos « neutralistes » prennent, eux aussi, leurs responsabilités, et répondent clairement à cette question. C'est l'un de ces dilemmes auxquels on peut d'autant moins échapper qu'on s'en est servi à fond contre un gouvernement quand on était dans l'opposition.

Mais notre gouvernement actuel aboutit à pire encore qu'à reprendre la politique lavalienne. Il collabore à la suspicion d'infamie que cette politique avait jadis essayé de jeter sur les ardentes critiques du socialisme.

En effet, alors comme aujourd'hui, les lavaliens répondaient à Léon Blum, montrant que les menaces de guerre de Mussolini étaient un bluff: mais si ces menaces se réalisaient quand même ? Si, fût-ce par simple impulsion, fût-ce par un souci non raisonné de prestige, Mussolini, au mépris de sa propre sécurité, déchaînait la guerre ? Ce risque, aussi peu probable qu'il soit, ne mérite-t-il pas que nous nous y arrêtions? Comme on voit, c'est exactement le même mode de raisonnement qu'aujourd'hui.

Or, qu'a répondu Léon Blum ? Lui non plus n'a pas voulu esquiver le débat. Et il a dit clairement: si le service — mais l'exclusif service — de la sécurité collective et de l'intégrité du pacte de la S.D.N. devait nous obliger à la guerre, nous devrions accepter cette guerre. Certes, Léon Blum déclarait hautement que l'affreux dilemme entre subir une guerre et risquer une guerre n'était possible qu'en raison des absurdités accumulées par la société actuelle, et il concluait que seul le désarmement pourrait libérer l'humanité d'un tel dilemme et empêcher qu'aucune cause n'oblige ses partisans à accepter la guerre. Mais il n'en reconnaissait pas moins, dans un Etat du monde où cette libération n'était pas acquise, qu'il existait des causes dignes de faire accepter la guerre. Et les clameurs qui accueillirent ces déclarations, les accusations de bellicisme inavouable, sont reprises aujourd'hui par ceux-là mêmes qui les subissaient alors, contre ceux qui reprennent un mode identique de raisonnement.

Il y a plus fort. La plupart des camarades qu'indigne la perspective d'une guerre possible à propos de la révolution espagnole acceptent sans sourciller que Léon Blum déclare — il l'a fait officiellement à plusieurs reprises — que la France reste fi-

dèle à toutes ses « amitiés » (désignation Front populaire d' « alliances ») et à toutes les obligations qu'elle a contractées! Qu'est-ce à dire? Quelles sont ces « amitiés », quelles sont ces « obligations » ? Ce sont les alliances conclues par ce ferme républicain qui avait nom Clemenceau, et par cet autre démocrate éclairé qui s'appelait Poincaré; ce sont nos alliances avec quelques-uns des régimes les plus odieux du monde, tels que le régime yougoslave, avec quelques-uns des pays les plus instables, les plus absurdes qui soient sortis du traité de Versailles. Les « obligations » chères au Front populaire sont celles qui nous imposent de faire la guerre à quiconque agresserait l'indépendance et l'intégrité d'un de ces fleurons de l'Europe. Autrement dit, on admet très bien qu'on aille se faire massacrer pour empêcher Hitler d'entrer en Tchécoslovaquie, mais on crie au scandale quand il s'agit de risquer sa peau pour le socialisme en Espagne. En réalité, les guerres qu'on accepte ainsi, plus ou moins tacitement, sont justement celles qu'on ne devrait jamais tolérer. Ce sont des guerres du type impérialiste le plus classique, le plus hideux, des guerres de marchés, de territoires, de zones d'influence, de rapines. Guerres dues à des alliances capitalistes, qui auraient l'approbation de tout le capitalisme, et qui seraient menées sous l'égide de l'union sacrée avec le capitalisme. Même la guerre « pour le pacte de la S.D.N. » admise par Léon Blum lors de l'affaire éthiopienne était en réalité fort louche et pouvait très facilement tourner en une tragique duperie. La « sécurité collective » de Genève, en effet, abrite encore bien des appétits et bien des combinaisons inavouables, et mérite cent fois moins le sacrifice d'une guerre que la mort d'un milicien espagnol.

Toutes ces guerres sont, précisément, les guerres auxquelles il faudrait tout refuser, mais pour l'abolition desquelles on ne sacrifie jamais rien. Ce sont les guerres pour l'abolition desqueles il faut même faire des concessions au fascisme, des concessions appartenant au domaine de ces conquêtes impérialistes que nous ne devrions jamais reconnaître. Ce sont les guerres qu'on ne recouvre d'un voile idéologique que par un hideux mensonge, et qu'il faut féliciter Léon Blum d'avoir solennellement rejetées. Celles à propos desquelles il n'a commis qu'une seule erreur: de n'être pas allé assez loin! Celles dont on ne répétera jamais assez qu'elles ne servent qu'à l'extension

du fascisme, celles qu'il aurait fallu terrasser à l'accession même du Front populaire au pouvoir par une déclaration solennelle de rupture radicale avec tout le passé impérialiste français et une proposition ferme de conférence internationale pour reprendre l'organisation du monde à sa base. Seulement, n'est-ce pas, ce sont là des guerres traditionnelles, des guerres « comme on en a toujours fait », des guerres pour la fidélité à notre signature (« notre », c'est celle de Clemenceau...), ce sont des guerres comme il faut, des guerres de diplomates bien élevés, des guerres du monde. Au contraire, voyez-vous d'ici une guerre pour soutenir le socialisme espagnol ! une guerre... horreur des horreurs ! — idéologique ! c'est-à-dire une guerre qui a un sens ! une guerre de solidarité, une guerre d'extrémistes, une guerre du peuple! Pouah! Vous ne voudriez tout de même pas! Nous ne sommes pas encore, complètement, des salopards, tout de même !

Le problème général.

Comment se pose donc en général le problème de la guerre ? Le premier principe à admettre, qui n'est, au fond, que le marxisme même, c'est celui qui domine l'œuvre de Lénine: la guerre n'est que la continuation par d'autres moyens de la politique du temps de paix. La guerre n'est que l'un des aspects, l'une des formes de la politique générale.

Ce principe a une double portée. D'une part il brise comme une idole de verre le slogan insidieux du patriotisme. Non, la guerre n'est rien « d'exceptionnel » à quoi il faille tout sacrifier. Non, toutes les voix ne doivent pas se taire le jour où la guerre a éclaté. Non, la poursuite de la victoire militaire ne devient pas le but suprême qui doit réunir toutes les classes, la défense de la patrie ne s'élève pas, tout d'un coup, au-dessus de n'importe quelle autre défense. Non, il n'y a pas un « droit divin » de guerre. Que la guerre ne soit pas un événement exceptionnel, unique en son genre au point de vue de l'effacement de « tout le reste », cela ne signifie évidemment pas que la guerre soit, inversement, un événement tout à fait ordinaire. La guerre est effectivement exceptionnelle par l'horreur des souffrances qu'elle impose aux hommes et par l'intensité des destructions qu'elle accumule sur la terre. A ce titre, la guerre est un facteur de la

politique générale avec lequel on n'a pas le droit de jouer, qui exige, plus sans doute que d'autres facteurs — mais pas avec une inspiration fondamentale différente — qu'on l'aborde avec une prudence infinie. La guerre porte même, tellement ses caractères « exceptionnels » sont graves, des dangers internes qui menacent le socialisme tout entier: les ruines qu'elle répand sont une terrible hypothèque pour le socialisme, qui ne peut s'édifier que sur la richesse et non sur la misère; l'esprit de violence qu'elle entretient rend délicate l'organisation d'une véritable démocratie prolétarienne; enfin, la discipline et la hiérarchie qu'elle nécessite, avec leur tendance à placer des objectifs immanents au-dessus du sort de l'individu, sont des ferments d'ultérieure dégénérescence de la révolution, même lorsque la guerre est purement révolutionnaire.

Aussi les révolutionnaires doivent-ils tout faire pour éviter la guerre — comme ils font tout aussi, ce que le vulgaire ne comprend jamais, pour réduire au minimum les frais de la révolution (ils accepteraient même, avec enthousiasme, de se passer de révolution, si c'était possible, et si l'espoir en la possibilité d'épargner la révolution n'amenait, lorsqu'il s'entête, aux pires trahisons). On voit donc que le socialiste a parfaitement conscience de ce que la guerre a de grave, de ce qu'elle a de réellement *exceptionnel. Ce qu'il refuse, c'est d'admettre que le bénéfice de l'exceptionnalité soit projeté sur le plan de l'absolu. C'est d'admettre que la guerre, du jour au lendemain, change tout, bouleverse tout, transforme l'ennemi en ami, l'ami en ennemi, le besoin de vie en désir de mort, la liberté en soumission, la culture en bourrage de crânes, la patrie en un Dieu. C'est d'admettre, en un mot, que la lutte de classe puisse et doive disparaître et que le socialisme lui-même soit sacrifié à la guerre. Dire que la guerre n'est qu'une forme de la vie politique générale est donc un principe révolutionnaire en ce qu'il conduit à la subversion du dernier et du plus important des « tabous » que le régime de l'oppression et des patries tueuses essayait de soutirer à la critique des exploités, en ce qu'il renverse la hiérarchie militariste des valeurs, en ce qu'il replace dans leur ordre d'importance réelle pour les travailleurs le sort des armes — problème particulier et contingent — et le sort de la révolution — but suprême et permanent; en un mot, en ce qu'il subordonne la guerre au socialisme.*

A cette portée doctrinale du principe de Lénine s'associe naturellement une portée tactique. Dire que la guerre est une forme de la politique générale, c'est dire en effet qu'il n'y a pas, qu'il ne peut pas y avoir une seule forme de guerre. C'est affirmer — ce que, d'ailleurs, le bon sens libéré des préjugés de doctrine indique clairement — que la guerre doit être examinée exactement comme toutes les autres formes de la politique courante: non pas, répétons-le, sans un surcroît de prudence, mais pas non plus, et c'est cela qui est essentiel ici, en abandonnant les principes habituels de notre analyse des phénomènes sociaux, ni la finalité ordinaire de nos déterminations. On croit souvent que l'œuvre essentielle de Lénine est dans le fameux « défaitisme », et, de ce fait, on élargit le défaitisme en une formule passe-partout contre la guerre et sa dénonciation admirable de la guerre de 14-18 en une théorie nouvelle dont l'axiome premier serait que « toutes les guerres se valent, parce que toutes les guerres sont impérialistes ».

C'est, croyons-nous, méconnaître la pensée de Lénine. Un premier fait le prouve. Lénine n'a pas été constamment, « rectilignement », défaitiste, même pendant la guerre de 14-18. En août et septembre 1917, lorsqu'il a vu se préciser les perspectives de la révolution prolétarienne en Russie, il a mis une sourdine à son défaitisme. Il a proclamé plus tard, ouvertement, au V^e^ congrès des Soviets, qu'à ce moment il n'y avait plus avantage à admettre la défaite de la Russie, car, à ce moment, le prolétariat russe avait des chances de prendre le pouvoir (chances qui se sont réalisées en octobre) et la victoire des troupes allemandes, qui aurait signifié l'occupation de tous les centres du pays par des forces bourgeoises neuves, et même revigorées par le triomphe militaire, eût empêché la révolution d'éclater. Comme on était encore, en août 1917, sous un gouvernement bourgeois, il n'était pas possible, non plus, d'accepter l'union sacrée et de faire du zèle militaire. Lénine s'en tira en recommandant de louvoyer, de continuer la campagne contre les officiers tsaristes, mais en se préoccupant dorénavant de ne pas trop compromettre le front militaire, d'attendre en somme, pour gagner du temps, suivant une tactique que Trotsky devait reprendre plus tard sous le nom : « Ni paix, ni guerre ». Peut-il y avoir d'exemple plus clair, et plus réaliste en même temps, de subordination du problème de la guerre au problème du socialisme ?

Plus tard, au moment où, le pouvoir ayant été conquis, le problème de la résistance à l'impérialisme allemand fut soumis non plus au tsarisme, mais à la révolution prolétarienne, dans les jours qui précédèrent Brest-Litovsk, quelle fut la position des révolutionnaires russes ? Boukharine défendait la nécessité de la guerre révolutionnaire. Et aucun de ceux qui s'opposaient à lui, ni Trotsky, ni Lénine, ne le lui reprochaient. Tous la déclaraient désirable. Seulement, ils la constataient, pratiquement — à des degrés divers — impossible. Et ce fut uniquement par sagesse, en déclarant même que c'était une défaite pour eux, que les bolchéviks signèrent la paix à Brest-Litovsk. Le fond de la doctrine de Lénine était donc bien, en dépit des apparences, ce principe — le seul qui ait une vertu révolutionnaire par lui-même — de subordination de la guerre au socialisme et d'examen de chaque guerre concrète dans les mêmes cadres que tout autre phénomène social. Ayant appliqué cette méthode d'analyse à la guerre présente sous ses yeux, Lénine démontra — c'était déjà d'un courage et d'une clairvoyance uniques — qu'elle était purement impérialiste et qu'aucun des camps en lutte ne méritait un soutien particulier du prolétariat. Aussitôt — avec, encore une fois, une rectitude d'instinct socialiste qui constituait à elle seule, à cette époque, un mérite immortel — il en déduisit que l'ennemi essentiel du prolétariat restait celui du dedans, donc que le prolétariat devait continuer la lutte de classe, donc qu'il devait profiter des armes pour abattre ses oppresseurs, donc qu'il devait se désintéresser de l'effet que son action pourrait avoir sur l'issue militaire de la lutte, donc qu'il devait même souhaiter la défaite de son pays dans toute la mesure où la défaite facilitait la révolution — et tout cela dans chaque pays, tout cela autant de chaque côté du front (ce que les réformistes n'ont jamais compris). Comme ces conclusions étaient absolument bouleversantes et diamétralement opposées aux pratiques de l'union sacrée, elles furent considérées comme l'essentiel de l'œuvre de Lénine, alors qu'elles n'étaient que les conséquences tirées, pour une guerre particulière, d'un principe plus général, plus logique et plus intimement lié à la doctrine fondamentale du socialisme. Le fait que Lénine lui-même généralisa sa critique de 14-18, en disant qu'on était entré dans une ère où toutes les grandes guerres ne pouvaient plus être qu'impérialistes, aida grandement à répandre ce schématisme qui identifiait politique

révolutionnaire envers la guerre avec défaitisme envers toutes les guerres. Cette tentative de généralisation n'en était pas moins prématurée et exagérée. Elle permit le fleurissement d'une nouvelle scolastique dans le mouvement ouvrier : la scolastique du défaitisme.

Le véritable postulat de Lénine. celui de la subordination de la guerre au socialisme, permet au contraire d'échapper à tout abandon comme à toute scolastique.

Il permet de comprendre d'abord, d'un mot, la différence entre le socialisme et le pacifisme. Le socialisme place au-dessus de tout: le socialisme. Le pacifisme place au-dessus de tout: la paix. Le socialisme sait que la paix lui est favorable et utile. Il sait que la plupart des guerres lui sont fatales. Aussi doit-il s'unir fraternellement au pacifisme dans de nombreux cas — dans l'immense majorité des cas — et comprendre que l'une des inspirations essentielles du pacifisme, à savoir l'horreur de la destruction militaire, appartient corps et âme au bagage des plus précieuses inspirations du socialisme. Mais il ne saurait suivre le pacifisme quand celui-ci condamne et combat toutes les guerres, quelles qu'elles soient, parce qu'elles sont guerres, dussent-elles être inévitables pour sauver le socialisme. Autrement dit : accord partout où la guerre est mauvaise; mais désaccord s'il s'agit de payer la paix du cadavre d'une révolution. Désaccord s'il s'agit de laisser égorger les siens pour éviter d'être égorgé soi-même. Refus absolu de mériter la paix à Berlin en étranglant le socialisme à Madrid.

Le socialiste est supérieur de toute une tête au pacifiste, précisément parce qu'il est capable de soumettre son sentiment, sa volonté, son action, à un but conscient; parce qu'il ne se dirige pas d'après ce que sont les phénomènes sociaux « en eux-mêmes », mais d'après ce à quoi ils servent. Dans cette subordination du jugement aux conséquences de la chose jugée se reconnaît l'âme même du mouvement révolutionnaire. A cela se distingue l'homme actif de l'homme réactif, la construction créatrice de la contemplation passionnelle. Il suffit de creuser le thème pour s'apercevoir que toute la supériorité des jugements de valeur tirés de la confrontation des actes avec leurs origines et leurs buts sur les jugements tirés d'impératifs abstraits, que toute la vertu en un mot du socialisme et tout le moteur de la civilisation résident dans ce principe de subordination des acti-

vités humaines à une ambition concrète de progrès. Une réflexion tant soit peu approfondie sur ces sujets aurait empêché bon nombre de révolutionnaires de reprendre à leur compte la formule pacifiste : « Plutôt la servitude que la mort ». Là encore, il est bien triste de voir qu'il faut recourir au b, a, ba *du dictionnaire pour faire comprendre que cette formule est l'antipode géométrique du premier postulat de tous les révolutionnaires, lequel s'énonce ainsi : « Tout (y compris la mort, quoique le moins possible), tout plutôt que la servitude ». Ces camarades auraient pu se rappeler certain cri... de* 1789, *qui disait: « Vivre libres ou mourir ». Ils auraient pu, s'ils avaient réfléchi, retenir ce qui était juste dans la formule pacifiste en la transformant comme suit : « Plutôt la servitude de l'étranger que la mort dans une guerre impérialiste ».*

En disant cela, et seulement en disant cela, on fait œuvre de révolutionnaire. On ramène les idées et les représentations à leur base réelle. On n'accepte pas plus de faire une grue métaphysique de la guerre qu'on n'acceptait de le faire des idées morales. On brise avec indiscrétion tous les absolus et on vient, pour la guerre comme pour tout le reste, demander tranquillement, avec un double décimètre : pour quoi, pour qui, au nom de quoi, sous quelle forme, dans quel but? Et ce n'est qu'après avoir répondu concrètement, clairement, à toutes ces questions qu'on dira : je repousse, ou bien au contraire : j'en suis. Et c'est en soumettant à cette analyse objective l'éventualité d'une guerre soulevée par l'armement de l'Espagne qu'on est obligé de conclure : je l'accepte.

Pour ne pas l'avoir fait, pour avoir appliqué mécaniquement la scolastique du défaitisme, la gauche révolutionnaire du Parti socialiste a commis une faute aux conséquences incalculables. Certes, les camarades groupés autour de Marceau Pivert ont, sur les autres partisans de la « non-intervention » gouvernementale, l'énorme supériorité qu'eux, au moins, sont réellement contre toutes les guerres. C'est donc au moins avec un sentiment honnête, partant, d'une indignation pacifiste non hypocrite, qu'ils ont prétendu qu'une guerre déclenchée par le soutien de l'Espagne serait inacceptable. Il n'en est pas moins vrai qu'ils ont identifié une telle guerre avec « toutes les autres guerres », parce qu'ils ont appliqué aveuglément ce qu'ils croyaient être l'âme du léninisme, mais qui n'en est qu'une boursouflure: le principe

d'après lequel, à notre époque, toutes les guerres sont impérialistes.

Pourtant, un minimum de sang-froid aurait calmé en un instant cette fièvre belliqueuse de pacifisme. Il suffit, en effet, d'interrompre un instant la cascade des affirmations absolues pour comprendre... et pour se ressaisir. Pourquoi diable voulez-vous que toute bourgeoisie soit toujours impérialiste avant tout ? Est-elle d'abord impérialisme ou d'abord bourgeoisie ? N'essayez pas de faire les savants et de nous démontrer que l'impérialisme est aujourd'hui indissolublement lié au capitalisme. Prenons, s'il vous plaît, le problème en termes moins abstraits.

La bourgeoisie poursuit avant tout, et en toute chose, ainsi qu'il est normal, son intérêt de classe, tout comme (plutôt: tout comme devrait le faire) *le prolétariat. Pourquoi cet intérêt de classe coïnciderait-il toujours avec la puissance des « nations » que les diverses bourgeoisies se sont édifiées ? On s'étonne souvent du défaitisme réactionnaire qui secoue aujourd'hui en France les cercles les plus nationalistes. C'est pourtant très simple: la bourgeoisie française est menacée de perdre le pouvoir. N'est-il pas logique qu'elle cherche l'alliance d'Hitler contre son prolétariat, dut-elle payer Hitler de quelques-unes de ses conquêtes impérialistes ? A la place des bourgeois, Marceau Pivert, ne préférerions-nous pas, nous aussi, perdre quelque chose de notre puissance impérialiste plutôt que de perdre notre pouvoir, c'est-à-dire perdre une partie plutôt que le tout ? Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la politique de la non-ingérence absolue était antimarxiste en ce qu'elle plaçait le fait « nation » au-dessus des jeux d'intérêt du capitalisme. Il est clair que si la révolution sociale est mise à l'ordre du jour par la crise, elle doit de plus en plus faire passer au second plan les rivalités impérialistes. Il est clair que les bourgeoisie anglaise et française ont cent fois plus d'intérêt à perdre, avec l'Espagne, des positions économiques et même des positions militaires en Méditerranée qu'à voir le socialisme s'instaurer en Espagne. Ce qu'on appelle le phénomène des « croisades idéologiques » — que ce terme de différends « idéologiques » est impropre pour désigner des différends qui restent essentiellement motivés par des intérêts de classe ! — n'est que l'expression de la Grande Peur du capitalisme. L'*Humanité *s'efforce de faire entendre aux bourgeois qui filent se mettre à l'ombre du drapeau hitlérien*

qu'ils abandonnent le précieux terrain national. Du point de vue bourgeois, ils ont cent fois raison. Tout capitaliste conscient de son intérêt le plus immédiat doit, aujourd'hui, être fasciste, fasciste avant tout. Certes, nous ne prétendons pas que le processus soit d'ores et déjà achevé, et que le souci logique qu'ont les bourgeoisies d'assurer avant tout la victoire du fascisme écarte d'ores et déjà chez elles tout souci d'agrandir ou de défendre leur patrimoine impérialiste. Elles font tout ce qu'elles peuvent pour mener ces deux luttes de front. Partout où le problème du pouvoir, des formes politiques et sociales que peut prendre la lutte, ne menace pas de les submerger, elles laissent la prééminence aux directives traditionnelles de leurs impérialismes respectifs. C'est le cas dans la rivalité franco-allemande. Ce fut le cas dans le conflit anglo-italien à propos de l'Abyssinie. Mais aussitôt que ce conflit mit en cause l'existence même du fascisme italien, la bourgeoisie anglaise freina sa lutte et sacrifia l'une des clés de la route des Indes à la sauvegarde de Mussolini contre une révolution prolétarienne.

Ainsi il est erroné de supposer, comme le fait Marceau Pivert, que la bourgeoisie française pourrait soutenir l'Espagne rouge pour ses besoins impérialistes. C'est, en réalité, sous une apparence de léninisme, un comble d'antimarxisme. C'est supposer que la bourgeoisie tient plus à une mine dans les Asturies qu'à son pouvoir même, qu'elle accepte d'avoir le socialisme chez elle pourvu que l'Allemagne ne domine pas à Tanger! C'est au fond, estimer le socialisme à bien peu de chose, Marceau Pivert! C'est, au fond commettre la même erreur que les réformistes lorsqu'ils espèrent s'épargner une révolution. Les uns et les autres admettent tout simplement que la bourgeoisie aura la correction de se suicider. La fausse science qui fait considérer comme impérialiste une guerre qui serait manifestement révolulutionnaire est d'autant plus inexcusable chez Marceau Pivert qu'il est le premier à proclamer le caractère purement socialiste du gouvernement espagnol et que, d'autre part, la bourgeoisie française ne se retient nullement de lui faire savoir ce qu'elle pense. Il ne se passe pas de jour qu'elle n'envoie promener de façon dédaigneuse l'un des morceaux de sa maîtrise sur les routes d'Afrique en applaudissant avec enthousiasme aux conquêtes de Franco-Hitler en Espagne. Il ne se passe pas de jour qu'elle ne menace de déclencher la guerre civile si on envoie seulement un

avion aux gouvernementaux espagnols. Il ne se passe pas de jour que, par tous les moyens, cafardage, mensonges, provocations, intrigues de toute sorte, elle n'excite Hitler et Mussolini à se jeter sur la Catalogne rouge.

Ainsi l'ennemi nous facilite considérablement la besogne. On pouvait craindre, en vérité, que le refus de traiter la guerre comme un absolu n'abandonne la décision à adopter en cas de guerre à l'arbitraire ou à l'impulsion du moment. Or, on constate pratiquement qu'il existe un critérium très simple qui permet de déceler à coup sûr si une guerre est exclusivement impérialiste ou si elle peut être moins fatale au socialisme que l'acceptation de certaines conditions de paix. Le critère est fourni par l'attitude des classes dirigeantes elles-mêmes. Il semble qu'on puisse adopter la règle suivante: si le prolétariat voit qu'une guerre doit se faire sans compromettre la pérennité des cadres traditionnels de l'Etat, de l'économie et de l'armée, si elle doit se faire sous la conduite du vieil Etat-Major, avec l'accord des journaux bourgeois, la bénédiction de l'Eglise et l'entrain des professionnels du patriotisme, alors la chose est sûre: il s'agit d'une guerre bourgeoise, et le prolétariat doit refuser l'union sacrée et pratiquer le défaitisme, si toutefois il n'a pas réussi à éviter la guerre. S'il voit, au contraire, qu'il ne saurait être question d'union sacrée du fait que la bourgeoisie, la première, maudit la guerre, s'il la voit prête à pratiquer le défaitisme réactionnaire, s'il sent que la condition même pour pouvoir mener une guerre est de commencer par coller au mur l'Etat-Major et tous les cadres traditionnels du régime, c'est qu'alors, sans aucun doute possible, il ne peut s'agir que d'une guerre révolutionnaire, et le prolétariat, sans la chercher, mais sans non plus y sacrifier le socialisme, peut l'accepter. Or, il faut être aveugle, ou de mauvaise foi, pour ne pas reconnaître que, si l'armement de l'Espagne socialiste devait, demain, entraîner une guerre, la bourgeoisie se lèverait comme un seul homme, et qu'il faudrait, pour commencer, dès la première heure, faire la révolution intégrale chez nous. L'opposition absolue des classes dirigeantes françaises à une guerre pour l'Espagne est même tellement évidente qu'elle a pu nous servir d'argument pour démontrer qu'en aucun cas on n'aurait pas eu de guerre. Il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il faudrait déjà une révolution pour envoyer en Espagne un corps d'armée; qu'il en fallait presqu'une, déjà, pour faire admet-

tre, par exemple, une loi qui aurait obligé les entreprises employant des volontaires pour l'Espagne à les réembaucher à leur retour.

Il va sans dire que la perspective d'une révolution nécessaire au cas où une guerre nous aurait été imposée en raison de notre soutien de l'Espagne pose de nombreux et graves problèmes. Il va sans dire qu'une telle perspective nous oblige à accélérer dès maintenant les progrès de la révolution, qu'elle nous impose en particulier de nous assurer la neutralité des classes moyennes en leur donnant dès aujourd'hui des satisfactions substantielles. Il va sans dire que la nécessité d'arracher ces satisfactions à la bourgeoisie nous dressera de plus en plus violemment contre elle, et que notre gouvernement, en reculant devant ces besognes pressantes, rend plus précaires nos chances de victoire. En ce point le problème espagnol rejoint les problèmes quotidiens de l'activité gouvernementale. Nous ne pouvons pas, par suite, lui consacrer les développements nécessaires. Qu'il nous suffise de dire que, sur ce point, comme sur tous les autres, la leçon qui nous vient du front espagnol se confond avec le mot d'ordre même de l'heure solennelle que nous vivons, et qui nous vient des plus hauts sommets de notre Histoire : de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace!

Achevé le 10 novembre 1936.

Commander cette brochure à la Librairie du Travail, c.c. 43-08
5 exemplaires: 9 fr.; 10 exemp.: 16 fr.; 25 exemp.: 37 fr. 50;
50 exemp.: 70 fr. 100 exemp.: 120 fr. Franco de port.

A LA MEME LIBRAIRIE :

LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA GUERRE

I. De l'Union Sacrée à Zimmerwald,
par Alfred Rosmer ..... **45** »

Pour les lecteurs de la présente brochure, prix spécial **36** »

Imp. Centrale, 5, rue Erard, Paris (12e)

les intentions que nous verrons plus loin. Voici avant tout quelques échantillons de la campagne en question.

« Les trotskystes mènent une politique de trahison, jouent un rôle d'agents provocateurs au service du fascisme, car leur politique ne sert que les intérêts des généraux rebelles et de leurs protecteurs, les Allemands et les Italiens (Izvestia).

« Le P.O.U.M. a une position contre-révolutionnaire. Le P.O.U.M. suit une politique concordante avec la provocation politique du fascisme international. Le P.O.U.M. joue un rôle criminel. Il faut démasquer les dirigeants du P.O.U.M. comme agents provocateurs infiltrés au sein de la classe ouvrière pour la conduire à la défaite, et les présenter comme tels devant les masses. Nous comptons que vous discuterez amplement cette question et que vos résolutions seront fermes et précises, comme il correspond à un parti de fer. (D'une circulaire intérieure du Secrétariat Général du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, adhérent à la IIIe Internationale.)

« Il faut considérer les éléments du P.O.U.M. comme aussi, ou même plus dangereux que ceux qui assiègent Madrid, les considérer comme l'Etat-Major de la 5e Colonne (espions fascistes). Et comme pour la 5e Colonne, il faut les détruire avec eux, il n'y a pas de quartier. » (« Bandera Roja », organe du P.C. espagnol.)

Nous devons détruire, d'abord, la légende du trotskysme qui pèse sur nous. Le P.O.U.M. n'est pas un parti trotskyste. Trotsky et les trotskystes ne cessent de nous attaquer dans leur presse. Mais pour la presse au service de Staline, il est intéressant d'alimenter cette légende pour les fins que l'on devine. Staline ne peut nous pardonner que nous nous soyons développés comme parti de masse en marge de l'Internationale Communiste, que nous conservions une position critique indépendante à l'égard de l'U.R.S.S., non plus que notre protestation contre les exécutions de Moscou et, pardessus tout, le fait que nous défendons énergiquement l'indépendance de la classe ouvrière espagnole, que Staline voudrait soumettre à son contrôle.

La campagne contre le P.O.U.M. a porté ses fruits. A Madrid, les jeunes staliniens ont envahi et détruit le local de notre Jeunesse Communiste Ibérique. On menace partout les vendeurs de notre presse. Sous la pression de l'appareil stalinien, le P.O.U.M. a été éliminé du conseil de la Généralité de Catalogne, rompant ainsi l'unité d'action de la classe ouvrière, unité nécessaire dans ces moments pour la lutte contre le fascisme et pour le triomphe de la révolution. On prépare maintenant la destruction physique du P.O.U.M. Devant la résistance des ouvriers communistes de la base à employer de telles méthodes, ils pensent se servir d'éléments étrangers.

Cela est un plan pour le moins criminel, qui peut seulement profiter au fascisme. Nous avons fait et nous continuerons à faire toutes sortes d'efforts pour éviter la division et la lutte entre les travailleurs. Nous ne provoquons personne, mais nous ne sommes pas disposés à tolérer les provocations de personne. Nous sommes prêts à défendre avec toute notre énergie les conquêtes révolutionnaires du prolétariat espagnol. Nous ne permettrons pas que personne tente de monopoliser sa direction pour des fins autres que les siennes : celles de son émancipation révolutionnaire.

Devant le péril qui menace le P.O.U.M. et la révolution espagnole, nous dénonçons la manœuvre de la bureaucratie stalinienne. Nous la dénonçons devant tous les partis et les organisations de la classe ouvrière internationale. Que Staline porte la responsabilité de ce qui arrivera.

Pour le Comité Exécutif du P.O.U.M.
Le Secrétariat International : GORKIN.

SPARTACUS

Directeur : René LEFEUVRE
140, Boulevard Saint-Germain — Paris (VI^e^)

CAHIERS PARUS :

VICTOR SERGE
16 *Fusillés.*
Préface de Magdeleine Paz.

ROSMER et MODIANO
Union sacrée 1914-193..
Préface de Marcel Martinet.

ROSA LUXEMBOURG
La Révolution Russe
Préface de Michel Collinet.

VICTOR SERGE
Lénine 1917.

NOS ENQUETES

Dictature ou Démocratie?
Marxisme:Science ou Philosophie?
Les intellectuels et la guerre.

A PARAITRE :

PIERRE ROBERT
Trente mois dans les geôles hitlériennes.

MICHEL COLLINET et COLETTE AUDRY
Révolution et Construction socialiste en Catalogne.

SIMON RUBAK
Classes moyennes et Révolution.

A. PATRI
Logique et Dialectique.

LUCIEN HERARD
La guerre et la solidarité prolérienne internationale.

JACQUES PERDU
Le Prolétariat, l'U. R. S. S. et la Guerre.

ARMAND COLOMBAT
Situation actuelle du Marxisme.

CONDITIONS DE VENTE :

Franco. — 1 brochure : 2 fr. 25 ; 5 br.: 8 fr. 50 ; 10 br.: 16 fr. 50 ; 25 br.: 37 fr. 50 ; 50 br.: 67 fr. 50 ; 100 br.: 120 francs.

ABONNEMENTS	France		Autres pays	
	6 mois	1 an	6 mois	1 an
Simples (6 et 12 numéros)	11 »	20 »	13 »	24 »
De soutien (tirage sur Japon)		50 »		60 »
De propagande (tir. sur Hollande)		100 »		110 »
Multiples (5 ex. de chaque broch.)	44 »	80 »	50 »	92 »
— (10 ex. de chaque broch.)	80 »	135 »	90 »	155 »

A adresser à: J. LEFEUVRE, 23, rue Mouffetard, PARIS (V^e^)
:: :: Chèque postal : Paris C. 633-75 :: ::

Imprimerie Industrielle et Artistique, 3, rue Godot-de-Mauroy, Paris-9^e^
(travail exécuté par des ouvriers syndiqués)
Le Gérant : J. LEFEUVRE.